

**UNE
RÉPUBLIQUE
FORTE UNE
FRANCE
JUSTE**

#Valls ■
■ 2017



MON PROJET ■
POUR LA FRANCE



UNE RÉPUBLIQUE FORTE,

UNE FRANCE JUSTE

J'ai épousé la France à l'âge de vingt ans. Ma naturalisation ne fut ni un mariage de raison, ni une légèreté, mais une passion. Le récit de la guerre d'Espagne et la dictature de Franco ont marqué mon adolescence. Les plaidoiries de Robert Badinter contre la peine de mort, les écrits des dissidents russes, l'épopée de Solidarnosc ont forgé ma conscience. Je me suis engagé pour Michel Rocard et j'ai milité ardemment pour la victoire de François Mitterrand en 1981.

J'appartiens depuis toujours à cette gauche antitotalitaire qui ne choisit pas entre l'égalité et la liberté, qui croit aux racines que l'on fait pousser dans le sol des terres que l'on sait aimer. La France n'est pas un amour facile. C'est un amour exigeant. Je le sais, je connais le parcours difficile et parfois douloureux de ses enfants adoptés, je l'ai éprouvé à Évry. Mais je sais aussi tout ce que ce pays peut offrir comme bonheurs et libertés.

Parce que c'est mon histoire et la France que je veux.

Né d'un artiste peintre et d'une institutrice, j'ai appris, grâce à eux et à l'école de la République, à aimer ce pays par son histoire, sa culture, sa langue, son rayonnement, jusqu'à m'éprendre de ses paysages, de ses villes et de ses villages. Tout me disait que mes racines étaient là. Mais la France ce n'est pas qu'une terre, qu'une carte d'identité. C'est un idéal. Celui incarné par le général de Gaulle un 18 juin.

Il existe d'autres beaux pays, d'autres grandes cultures. Cependant, la France a un dessein particulier, universel, cousu dans une promesse intemporelle d'égalité, de liberté, de fraternité et de laïcité. Ce ne sont pas que des mots mais des départs, vers des horizons qu'il faut poursuivre pour les atteindre.

Il est rare de penser à son pays en pensant à l'humanité. Si les Français sont si souvent pessimistes, c'est qu'ils n'envisagent pas leur bonheur sans penser au malheur des autres. Cet esprit français, résolument humaniste et universaliste, me fascine depuis l'enfance, comme il fascine tant de peuples vibrant de la même soif, même lorsqu'ils ne comprennent pas toujours nos débats.

On se dispute en France, mais c'est pour mieux se mélanger. D'autres se parlent moins pour mieux s'éviter. J'aime que nous parlions, de tout, pour mieux brasser nos talents, nos richesses, nos racines dans le respect de cette maison commune qui nous abrite sous le beau nom de République.

C'est en France que les esprits persécutés viennent chercher un abri pour penser en toute liberté, pour rire presque de tout et combattre les préjugés.

C'est en lisant la Déclaration de 1789 que Toussaint Louverture déclencha la première révolte contre la colonisation. C'est en citant Voltaire, en s'imprégnant des textes de Simone de Beauvoir,

que Taslima Nasreen se bat contre tous les fondamentalismes et pour les droits des femmes.

C'est en criant « laïcité », c'est en rêvant « égalité », que des femmes revendiquent partout le droit têtue de disposer de leur corps et de relever la tête.

C'est cet esprit français, fils des Lumières, porté par des millions de Français et dans le monde entier le 11 janvier 2015, que je veux défendre et protéger ; contre tous ceux qui veulent le découdre ou le dissoudre dans la haine, le fanatisme et le rejet de l'autre.

C'est parce que la France m'a beaucoup donné et que je veux la remercier qu'il m'arrive d'être cocardier quand on cherche à la rabaisser, à la mettre en procès, dans ce moment si particulier de notre histoire où nous sommes attaqués. Il ne s'agit pas d'une guerre classique, mais d'une guerre d'usure, celle que nous mène l'islamisme radical. Une guerre faite de menaces terroristes incessantes, de propagandes empoisonnées et d'ennemis qui recrutent sur notre sol pour jeter nos enfants les uns contre les autres. C'est ce poison que je veux défaire de toutes mes forces, en y consacrant toutes les ressources de la République : ses fantassins, ses hussards, sa culture et son génie.

Gambetta le savait, notre pays peut être héroïque mais aussi facilement troublé. La tentation existe, chez certains de nos concitoyens, de répondre à la haine par la haine, à une domination par une autre, de céder aux provocations en succombant aux sirènes du rejet, à la tyrannie de l'identité et à son lot d'atteintes à l'égalité.

Je veux tout le contraire. Je veux que nous avançons ensemble vers la modernité, l'émancipation et l'égalité, dans le progrès et la fraternité.

Cela suppose de protéger la République, son école et son modèle social hérité du programme du Conseil National de la Résistance.

Cela demande d'œuvrer à une économie dynamique mais responsable et mieux partagée, où les entreprises doivent respecter l'environnement et la santé, parce que les lois de l'intérêt général sont au-dessus de celles du marché.

Cela suppose une démocratie solide, transparente et renouvelée, qui exalte la liberté d'expression tout en protégeant de l'incitation à la haine.

Cela demande de faire de la France le moteur exigeant d'une Europe plus forte, plus politique, pour se défendre ensemble, en toute indépendance, contre les ingérences, les dérégulations et les agressions qui déchirent notre monde.

Cela suppose enfin une gauche forte, responsable, républicaine, généreuse et laïque.

Ma gauche à moi veut réconcilier l'esprit de progrès de Léon Blum et l'esprit de responsabilité de Pierre Mendès France, l'esprit de vérité de Michel Rocard et l'esprit visionnaire de François Mitterrand. Cette gauche est capable de gouverner. Elle est aussi la seule à pouvoir déjouer le destin funeste qu'on nous prédit. Un choix entre une droite conservatrice et dure et une extrême droite haineuse et mortifère.

Je ne viens pas proposer le passé. Je viens défendre un chemin qui doit mener vers l'avenir. Georges Clemenceau disait que la politique exige de savoir ce que l'on veut, d'avoir le courage de le dire et l'énergie pour le faire.

Je sais la France à laquelle je crois et que je veux protéger. J'ai la conviction profonde que la France, que chaque Français peut reprendre son destin en main. C'est l'ambition que je porte. Et j'ai l'énergie pour le faire !

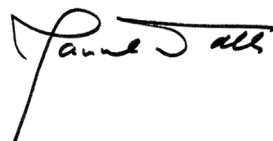
J'ai la conviction que rien de ce que l'on craint, rien de ce que les déclinistes et les résignés nous promettent n'est inéluctable. La France a la force pour entrer dans ce XXI^e siècle la tête haute, porter ses valeurs avec fierté, donner à chacun de ses enfants un avenir à la hauteur de ses rêves. Ce pays inventif, à la culture et à la générosité sans pareilles, peut et doit retrouver sa fierté. Nous sommes capables d'innover pour nous émanciper de nos peurs et de nos carcans. L'avenir de la France ne tient qu'à une seule chose: la volonté des Français.

J'ai, enfin, une conviction forte, inébranlable : cet espoir pour notre pays, c'est la gauche, le Parti socialiste, tous les progressistes, qui peuvent le porter.

Et s'il y a une chose qui différencie la droite et la gauche, c'est bien celle-ci : le refus de la passivité face au « cours des choses ». Le refus de subir. Le refus que les plus fragiles d'entre nous soient la variable d'ajustement d'un monde en mutation. C'est cela la gauche. La gauche ne peut pas se résigner sinon elle n'est plus la gauche. Elle ne peut pas intégrer par avance sa défaite, sinon elle rompt le pacte qu'elle a construit avec les Français. Elle ne peut pas non plus promettre ce qu'elle ne saura pas tenir au risque de s'éloigner un peu plus d'eux. Elle doit faire l'effort enfin de se renouveler, non pas pour le plaisir d'incarner la modernité, mais pour permettre de modifier réellement le cours des choses dans un monde complexe, qui change très vite et qui n'attend plus les politiques pour se transformer.

La France a besoin de progrès, besoin de justice sociale, besoin d'innovation. La France a besoin d'espoir, besoin de la gauche.

Non, rien n'est écrit. Et c'est pourquoi il est essentiel de débattre, de s'exprimer avec force, de travailler collectivement à ce projet pour la France. Ce document n'est pas un programme exhaustif. Il présente les grandes orientations que j'assumerai devant les Français. Il exprime ma vision et mon ambition pour la France. **Ce projet, je veux continuer à le construire avec tous les Français qui refusent la résignation ; toutes celles et tous ceux qui veulent une République plus forte et une France plus juste.**



SOMMAIRE

Avant-propos	1	Un impératif : l'égalité femmes-hommes	24
Introduction	7	E. Des institutions renouvelées, un État profondément réformé, au service des citoyens	25
I. Une République forte : reprendre la main sur nos choix collectifs	11	Un président qui exerce le pouvoir	26
A. Une France souveraine en Europe et dans le monde, capable de se protéger du terrorisme et de la mondialisation sauvage	11	Rénover nos institutions pour insuffler une renaissance démocratique	26
Pour une refondation de l'Europe	12	Pour un Parlement du non-cumul	27
Pour une Europe souveraine	13	Mieux associer les citoyens aux décisions qui les concernent	28
Une France qui pèse dans le monde	15	La République des territoires	28
L'Afrique : une nouvelle frontière pour la France et pour l'Europe	16	F. Briser les conservatismes, ouvrir l'accès aux plus hautes sphères de responsabilité	29
B. Un cadre commun et des règles réaffirmés, pour garantir notre cohésion et construire ensemble notre destin	17	Déverrouiller « l'accès à l'élite »	29
Protéger les Français	17	Rétablir une vraie culture du service public	30
Redonner toute sa force à la loi : une justice plus efficace	18	II. Une France juste : permettre à chacun de reprendre sa vie en main	33
Renouveler le Pacte laïque	18	A. Innover, entreprendre, créer des emplois, préparer l'économie de demain	34
Bâtir un islam enraciné dans la République	19	Répondre à l'urgence climatique	34
Favoriser l'engagement : le service civique obligatoire	19	Agriculture, forêt : valoriser l'agro-écologie	35
C. Bâtir une Nation éducative et culturelle : donner à chacun les moyens de se façonner un avenir à la hauteur de ses rêves	20	Faire du numérique une chance pour la France	36
Vers une Nation éducative	20	Le combat pour la compétitivité industrielle	37
La culture, ciment de notre cohésion, socle de l'émancipation	22	L'État au service de l'innovation	38
D. Lutter contre les discriminations, renforcer l'égalité femmes-hommes pour renforcer notre cohésion nationale	23	B. Une société du travail : mieux rémunérer et valoriser ceux qui travaillent	39
Lutter contre les discriminations	23	Redonner du pouvoir d'achat	39
		Consolider notre démocratie sociale, pour de nouvelles protections	40
		Soutenir ceux qui entreprennent	41

C. Renforcer notre modèle social et de santé : la solidarité comme fondement de la dignité	42
Le revenu décent : base d'une protection sociale refondée	42
Une protection sociale universelle et plus équitable	42
Une protection sociale continue	43
Les services publics, des instruments essentiels de la protection sociale	44
Un système de santé renforcé et un accent mis sur la santé environnementale	44
D. Le droit d'être considéré et d'agir partout où l'on vit : l'accès au logement, la lutte contre la fracture territoriale	45
L'accès au logement, sur tout le territoire : un combat à poursuivre	45
La lutte contre la fracture territoriale : un enjeu décisif pour notre cohésion nationale	45
Un objectif pour les Outre-mer : l'égalité réelle	47
Cadrage budgétaire	48
Conclusion	50

LES FRANÇAIS DOIVENT REDEVENIR ACTEURS DE LEUR DESTIN

À la source de ma volonté, de mon engagement, il y a un regard lucide sur la réalité du monde. Sur le quotidien difficile de millions de nos compatriotes. Je n'ai jamais eu peur de nommer la réalité, même quand elle engage en partie ma responsabilité. Je sais que plus le constat est difficile, plus l'exigence est grande. Je suis prêt à relever le défi.

Notre République est en crise. Nos concitoyens ont, depuis longtemps déjà, le sentiment de ne plus maîtriser le monde dans lequel nous vivons, comme si nous étions les spectateurs impuissants de notre destin commun, comme si nous étions soumis à la seule fatalité.

Le monde n'a jamais été si incertain, insaisissable, menaçant. Se souvient-on seulement qu'il y a cinq ans, l'État islamique n'avait pas de territoire ? Il y a deux ans, Donald Trump paraissait un figurant dans la course à la présidentielle américaine, alors que dans quelques jours ses décisions pèseront directement sur nos vies. Notamment en raison du drame syrien, l'Europe a connu les plus grands déplacements de population depuis la Seconde Guerre mondiale. La révolution numérique a bouleversé en profondeur nos manières de travailler, de consommer et de vivre en l'espace de dix ans. Les grands équilibres géostratégiques que nous avons connus ont cédé la place à des équilibres instables et au retour des autoritarismes, des populismes. Alors que la fin de l'histoire nous était annoncée, ce sont aujourd'hui l'incertitude, l'imprévisibilité, le retour du tragique qui prévalent dans la marche du monde.

Les Nations ont de plus en plus le sentiment de ne pas pouvoir peser, de ne pas pouvoir choisir, de subir les événements au lieu de façonner l'histoire.

L'Europe, pensée comme un espace de paix et comme l'échelle pertinente pour permettre à nos Nations de compter dans le monde, est désormais vécue par beau-

coup comme un instrument de contrainte et d'aliénation.

La mondialisation heureuse est une promesse avortée. Le sentiment de dégradation de notre qualité de vie l'a emporté pour la classe moyenne, de plus en plus mise à contribution pour s'adapter à une concurrence si agressive qu'elle interroge la pérennité de notre modèle social. La mondialisation, promise comme un formidable moteur de croissance, a laissé bien des gens sur le bord du chemin.

Au plan macroéconomique, certains économistes évoquent aujourd'hui une « stagnation séculaire », un modèle de croissance à réinventer dans un environnement atone, caractérisé par une inflation quasi-nulle, des taux bas, et un sentier de croissance condamné à être faible.

Ce constat, qui vaut pour tout le monde occidental, pèse sans doute plus fortement encore sur les Français : de plus en plus, on a le sentiment de subir, d'une dépossession qui concerne désormais non seulement les plus fragiles, mais aussi les classes moyennes, voire supérieures. Nombre de Français sont pris dans l'engrenage individuel et collectif du déclassement, la multiplication des contraintes (administratives, normatives, fiscales), avec de moins en moins de moyens d'agir, de choisir, de décider, d'être libres d'avancer.

Les instruments pensés pour émanciper, libérer les individus des déterminismes sociaux, culturels, géographiques **sont mis en cause et parfois défailants**. Ils semblent même parfois s'être retournés contre leurs bénéficiaires, en dépit des réformes ambitieuses engagées depuis cinq ans. Le numérique, formidable opportunité pour créer de nouvelles activités et des métiers dont nous ignorons encore tout, bouleverse nos sociétés, l'économie comme l'exercice de la démocratie.

Les cadres collectifs qui nous permettent de vivre et de

cheminer ensemble vers un destin commun sont fragilisés. La République, la laïcité, les droits et devoirs qui sont la base de la citoyenneté : tous ces principes que je défends ardemment depuis si longtemps sont aujourd'hui remis en question. Les attentats qui nous ont frappés en 2015 et 2016 ont été des révélateurs de ce malaise national. À force d'avoir reculé, depuis trop longtemps, sur les valeurs de la République, nous ne savons plus ce que nous construisons ensemble. L'intolérance s'exhibe de plus en plus avec une fierté obscène. Les actes antimusulmans, antichrétiens, antisémites sont beaucoup trop nombreux dans ce pays dont l'honneur est d'accueillir et de protéger tous ceux qui croient et tous ceux qui ne croient pas. Beaucoup de nos concitoyens ont perdu de vue ce qui fait que nous pouvons dire « nous » au-delà de toutes nos différences ; perdu de vue les principes et valeurs qui nous permettent de nous sentir appartenir à quelque chose de plus grand. **C'est la Nation, cet ensemble qui transcende la seule somme des individus, qui nous permet de nous projeter collectivement dans l'avenir, qu'il nous faut aujourd'hui conforter, refonder même.**

La politique elle-même ne semble plus avoir prise sur le réel aux yeux de nos concitoyens : trop politicienne, trop partisane aux dépens de l'intérêt général, trop dictée par une pression médiatique et court-termiste, diamétralement opposée au besoin de moderniser notre pays de manière sereine et sur plusieurs années. Il est devenu nécessaire de changer profondément la manière dont nous faisons de la politique, de responsabiliser le monde politique, de l'ouvrir sur la société, dans son recrutement comme dans ses modalités de participation, pour rétablir un lien avec nos concitoyens.

L'État semble depuis trop longtemps condamné à l'impuissance. La pensée ultra-libérale n'a de cesse de vouloir le désarmer, jugeant toute dépense publique néfaste. La réduction à marche forcée des dépenses a été érigée en dogme, alors qu'il s'agit d'un enjeu d'indépendance nationale, de souveraineté. Pourtant, la gauche française, à chaque fois qu'elle a gouverné, avec François Mitterrand, avec Lionel Jospin, avec François Hollande, a su résister à cette pensée dominante, sans pour autant dépenser sans compter. Nous n'avons jamais eu tant besoin d'un État fort, agile, stratège, permettant de libérer et de canaliser les énergies, c'est-à-dire d'organiser

mais aussi de faire respecter les règles, de ne pas laisser libre cours à la loi du plus fort et du marché, de garantir l'équité et la protection.

Face à cela, **il y a ceux qui peuvent choisir, agir, maîtriser** leur lieu de vie, leur emploi, choisir la meilleure école pour assurer l'avenir de leurs enfants. Certains - une toute petite élite - peuvent même s'extraire totalement de toute obligation - fiscale, sociale...- vis-à-vis du reste de la Nation, ou se désresponsabiliser totalement vis-à-vis des décisions prises au nom des autres. **Ils minent la République, une République dont la cohésion repose sur l'égalité des droits, des devoirs et des chances.**

Et puis **il y a ceux qui subissent, ont de moins en moins de choix, sont étouffés par les contraintes et se battent au quotidien** pour s'en sortir de moins en moins bien.

Ce sont eux qui ne peuvent pas choisir l'école de leurs enfants, pour lesquels l'accès à l'emploi sera difficile.

Ce sont eux dont chacune des décisions de consommation est contrainte par un pouvoir d'achat stagnant. Eux dont le pouvoir d'achat a un impact sur la santé même : accès aux soins, aux loisirs, au sport, capacité à se nourrir correctement...

Ce sont aussi eux qui subissent des temps partiels contraints, qui enchaînent les périodes de chômage et les CDD à répétition.

Ce sont eux qui sont assignés ou enfermés dans des ghettos en raison de leur adresse, de leur nom, de leur couleur de peau.

Ce sont eux qui subissent les premiers les effets de la fracture territoriale, qui voient les services publics s'éloigner, qui doivent aller de plus en plus loin de chez eux pour trouver un travail.

Ce sont eux dont l'horizon culturel se rétrécit, qui peuvent moins voyager, rencontrer, découvrir le monde.

Ce sont eux que la République ne protège plus, qui se sentent en insécurité dans leur mode de vie, faute de règles suffisamment claires ou appliquées ; eux qui sont le plus victimes de l'insécurité, de la délinquance.

Ce sont eux aussi qui, faute d'une confiance dans la protection sociale, laissent de plus en plus éclater leur rancœur vis-à-vis d'un système qui ne les protège plus assez. Chacun redoute que la redistribution ne s'opère à son détriment, que les protections, trop faibles pour soi-même, soient trop généreuses pour les autres. Chacun juge ses efforts, son mérite insuffisamment reconnus, et redoute d'être freiné, tiré vers le bas, au lieu d'être récompensé.

Doit-on se résigner à subir ? Le progrès, individuel et collectif, est-il encore possible ? Peut-on encore espérer quelque chose de la politique, et en particulier de la figure présidentielle ? Voulons-nous et pouvons-nous vraiment changer les choses sans casser notre modèle républicain ?

A toutes ces questions, je veux apporter des réponses claires, lucides. Je suis aujourd'hui candidat à l'élection présidentielle parce que je refuse la résignation, le déclinisme, sous toutes leurs formes, la remise en cause de ce que notre République a construit ; parce que j'ai la conviction que rien n'est écrit, que le progrès, individuel et collectif, est possible.

Là où certains voient chez moi trop de gravité, j'assume **une lucidité nécessaire, indispensable.** La lucidité de nommer les menaces et les risques, mais aussi de voir les formidables opportunités qui s'ouvrent, les énergies qui animent notre Nation.

La lucidité, ce n'est pas le fatalisme. Je suis intimement, profondément, convaincu que notre pays peut se libérer du chômage de masse, de toutes les craintes et les blocages qui l'empêchent d'avancer depuis trop longtemps. Qu'il peut relever les formidables défis qui sont devant lui, qu'aucun n'est inaccessible à son génie. C'est **cette confiance résolue en la France** qui m'a conduit à m'engager pour elle, à la défendre, à la servir, à diriger son gouvernement pendant les pires crises - économique, migratoire, sécuritaire - que nous ayons eu à connaître depuis bien longtemps.

La lucidité ne m'empêche pas de voir et d'encourager les formidables initiatives que prennent nos concitoyens au

quotidien. De m'émerveiller devant leur volonté d'entretenir les liens pour briser l'isolement, devant la solidarité dont ils font preuve face au handicap, à l'isolement, à la misère ou à la détresse. Je vois, partout où je vais, leur engagement pour l'environnement, pour la sauvegarde de leur patrimoine, ou encore pour la transmission des savoirs. Dans les associations – et je pense aussi, bien sûr, aux associations sportives qui jouent un rôle essentiel - chacun à leur façon, à la hauteur de leurs moyens, ils font vivre cet esprit français que j'admire et chéris tant.

La lucidité, c'est regarder avec sérénité l'action que nous avons conduite depuis presque cinq ans, sous l'impulsion de François Hollande, avec le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, avec celui que j'ai eu l'honneur de diriger, et enfin avec le gouvernement de Bernard Cazeneuve aujourd'hui. La France est dans une bien meilleure situation que celle que nous avons trouvée en 2012. Même si nos concitoyens ne le perçoivent pas encore nettement, même si la vie reste trop dure pour beaucoup, un élan a été donné au pays, des sillons profonds ont commencé à être creusés. Il faut donc résister à cette tentation si néfaste dans notre pays, celle qui veut qu'à chaque nouvelle élection les candidats prétendent détenir, seuls, toutes les solutions et faire table rase du passé, comme si tout ce qu'ont fait leurs prédécesseurs était mauvais. Nos concitoyens, nos entreprises, nos partenaires souffrent de cette instabilité politique, législative, fiscale.

Je veux donc prolonger, consolider, amplifier. Mais il faudra aussi prendre certaines orientations nouvelles et fortes. L'évolution rapide du monde nous l'impose. Seule une élection présidentielle peut permettre de le décider. Pour cela, je veux mettre tous les débats sur la table. Je n'aborde pas ce rendez-vous démocratique avec le sentiment de disposer de toutes les réponses. Il faut construire, débattre, confronter nos idées.

Les primaires citoyennes elles-mêmes seront une belle occasion d'entendre les propositions de chacun. Pour ma part, j'ai appris, en particulier dans mes fonctions de Premier ministre, combien le dialogue est utile. Le dialogue et le débat font partie de notre tempérament, de notre manière de faire de la politique. Ils ne permettent pas forcément de construire du consensus, mais ils offrent au moins la possibilité de construire des compromis. Il ne s'agit pas de nier les désaccords, mais de convaincre

des partenaires et d'avancer avec eux. À l'inverse de ceux qui s'appêtent à légiférer dans l'urgence, sans contrôle parlementaire, en faisant fi des partenaires sociaux, je crois que c'est le seul chemin qui s'offre à notre pays. C'est le seul chemin crédible d'une réforme à la fois profonde et durable.

C'est sur ces convictions que ma candidature s'est construite. Je crois que j'ai la force et l'expérience de proposer à notre pays une volonté et un chemin.

I. UNE RÉPUBLIQUE FORTE : REPRENDRE LA MAIN SUR NOS CHOIX COLLECTIFS

Une République forte, c'est une République qui permet à chacun de trouver sa place dans une société plus unie ; une République qui permet, aussi, à la France de choisir son destin et de peser dans le monde.

Pour reprendre notre destin en main, nous devons nous libérer de ce qui nous empêche et nous protéger de ce qui nous entrave : les règles d'une mondialisation qui trop souvent s'impose à nous et nous dépossède de nos choix ; la menace terroriste ; la crise migratoire ; l'instabilité géopolitique ; les fractures qui minent notre cohésion nationale...

Pour nous réapproprier notre destin, il nous faut avoir une vision claire et une parole forte sur l'Europe, la mondialisation que nous voulons, et le rôle que la France a l'ambition d'y tenir.

La reprise en main de notre destin collectif, c'est aussi la consolidation de ce qui nous unit, nous rassemble, nous permet de nous projeter dans l'avenir. Elle passe par la réaffirmation de nos valeurs : liberté, égalité, fraternité. L'égalité a évidemment une place centrale, de même que la laïcité, pour notre cohésion nationale. Mais consolider ce qui nous rassemble, c'est aussi réaffirmer nos règles, qui doivent être égales et protectrices pour tous, les droits et les devoirs qui fondent la citoyenneté et sont trop souvent bafoués. Cela commence au sein de l'école. Il faut aussi une modernisation profonde de notre État, qui doit mieux servir et prendre en compte les attentes de nos concitoyens, ainsi qu'une exemplarité sans faille de ceux qui le servent - les fonctionnaires, les élus...

A. UNE FRANCE SOUVERAINE EN EUROPE ET DANS LE MONDE, CAPABLE DE SE PROTÉGER DU TERRORISME ET DE LA MONDIALISATION SAUVAGE

Nous avons depuis trop longtemps le sentiment que notre Nation s'affaiblit, que son identité se dilue dans le grand bain de la mondialisation. Je veux nous redonner la capacité de faire certains choix, de protéger notre modèle social contre le dumping fiscal et social, de protéger nos entreprises contre une concurrence déloyale, et nos travailleurs contre le contournement des règles du travail détaché ; la capacité, aussi, de mieux nous protéger contre le terrorisme, sans rien céder de nos valeurs fondamentales. Tout cela, la France ne peut le faire seule. Ceux qui promettent davantage de souveraineté et de liberté en dehors de l'Europe se bercent de dangereuses illusions. Pour peser, il nous faut refuser la naïveté, nous doter des moyens de se battre à armes égales, choisir enfin de nous affranchir des entraves qui nous empêchent de peser dans le monde. Pour peser dans le monde de demain, il nous faut faire le choix de l'Europe, une Europe refondée.

Pour une refondation de l'Europe

Je suis, par mes origines et mes engagements, un Européen de cœur. Mais l'Europe, minée par les crises et en proie aux populismes, ne va pas bien. Pourtant, elle a évolué positivement depuis 2012, notamment grâce à l'action de la France: avec une politique monétaire plus souple, des règles budgétaires plus flexibles, avec des enjeux de sécurité davantage assumés face au terrorisme et à la crise migratoire. Or, malgré ces avancées, jamais la défiance des citoyens n'a été aussi forte. Il est urgent d'entendre leur colère qui s'exprime, dès qu'un référendum est organisé en Europe et où à chaque fois la réponse est non, en France, au Danemark, aux Pays-Bas, en Italie et bien sûr au Royaume-Uni.

Mon diagnostic, c'est que **l'Europe fait face aujourd'hui à une profonde crise de sens** et que, pour y répondre, elle doit changer de logiciel et être refondée. L'Europe doit assumer un projet clair qui ait pour unique boussole la protection des Européens à l'heure de la mondialisation. Face aux menaces extérieures, face aux inquiétudes d'un monde sans foi ni loi, ils veulent une Europe qui les protège, une Europe qui affirme ses valeurs et défende ses intérêts. Je veux une Europe-bouclier qui protège les citoyens et non une Europe passoire qui les expose.

Pour répondre à cette crise de sens, je proposerai **une conférence de refondation qui devra créer les conditions d'un consensus indispensable à la survie du projet européen**. Ce nouveau consensus, il faudra le bâtir idéalement à 27, mais si ça n'est pas possible, alors on le fera avec tous ceux qui y seront prêts, à commencer par l'Allemagne. L'Europe différenciée, fondée sur différents cercles, doit cesser d'être un tabou. L'Europe, ce n'est pas l'uniformité, c'est le respect des aspirations des uns comme des autres. Par conséquent, ceux qui veulent avancer devront pouvoir le faire sans en être empêchés.

Répondre à cette crise de sens, c'est d'abord sortir des ambiguïtés qui ont cessé d'être constructives. Cela suppose de clarifier enfin ce qu'est l'Europe. Elle n'est pas un État et n'a pas vocation à en devenir un. Elle n'est pas simplement une organisation internationale, puisque des États ont librement décidé d'exercer ensemble des pans entiers de leur souveraineté. L'Europe est, pour emprunter les mots de Jacques Delors, une « fédération d'États-na-

tions ». Ce n'est pas la négation des Nations, mais ce qui nous donne un surcroît de souveraineté collective.

Répondre à cette crise de sens, c'est dire là où commence l'Europe et là où elle s'arrête. Car aucune entité politique au monde ne peut avoir d'identité si elle n'a pas de frontières. Nous devons sortir de l'ambiguïté sur l'élargissement et être à l'écoute des peuples d'Europe. J'assume de dire que la nature de l'Union n'est pas de s'élargir continûment. J'assume également de dire, que tant que l'Union ne se sera pas profondément réformée et approfondie, une pause dans l'élargissement est indispensable. Enfin, si la Turquie est un grand pays, un partenaire essentiel de l'Europe, il faut cesser de lui mentir, et donc il faut lui dire clairement les choses. J'ai évolué sur cette question et je l'assume : la Turquie ne doit pas et ne pourra pas intégrer l'Union européenne.

Répondre à cette crise de sens, c'est recentrer l'Europe sur ses missions premières. Elle doit agir là où elle est attendue, faire le choix de l'essentiel et écarter l'accessoire: **en supprimant toutes les charges inutiles qui pèsent sur les PME, sur les agriculteurs et les collectivités, mais aussi en simplifiant les contrôles souvent très tatillons qui découragent nos agriculteurs, nos chercheurs, nos entreprises, alors que l'Europe est censée les aider en leur apportant des financements.** Simplifier l'Europe, c'est également la rendre plus accessible. Il faut montrer qu'elle est là pour tous.

Répondre à cette crise de sens, c'est répondre à l'urgence d'une Europe plus démocratique. Je proposerai une initiative pour renforcer la place des parlements nationaux dans les affaires européennes. Pour casser l'image d'une « Commission hors sol », on pourrait organiser chaque année un débat contradictoire entre plusieurs membres du collège et la représentation nationale, par exemple lorsque la Commission formule ses recommandations-pays en matière économique. De même, il est fondamental de tirer les leçons de l'incident survenu avec la Wallonie sur l'accord commercial UE-Canada. Cela passe pour moi par une implication des parlements nationaux dès le début des négociations et tout au long des négociations : la transparence et la pédagogie sont indispensables.

Pour une Europe souveraine

Répondre à la crise de sens du projet européen va bien au-delà. C'est politique par politique qu'il faut faire l'Europe autrement. Le temps est venu de tourner la page de la naïveté et de bâtir une Europe offensive, une Europe qui ose, en un mot une Europe souveraine, qui reprenne la main.

Être souverain, c'est d'abord pour l'UE assumer ses responsabilités aux plans sécuritaire et migratoire. L'enjeu est clair: l'Europe doit pouvoir contrôler qui peut entrer sur son territoire et qui n'y est pas autorisé. C'est aussi une exigence pour accueillir dans les meilleures conditions ceux que nous avons le devoir de protéger, au nom du droit d'asile. L'asile, cela fait partie de l'honneur et de l'identité de l'Europe.

Il faudra donc aller jusqu'au bout du travail engagé ces dernières années pour retrouver la pleine maîtrise de l'espace Schengen et des frontières extérieures (PNR, agence des garde-frontières, ESTA européen, etc.). La tragédie survenue à Berlin le 19 décembre dernier, après tant d'autres sur le sol européen et sur notre sol national, renforce encore la nécessité absolue de sécuriser les frontières extérieures de Schengen, notamment avec des contrôles systématiques et obligatoires à l'entrée et à la sortie de cet espace. C'est l'agenda que j'ai porté en tant que Premier ministre et qu'il est urgent de mettre pleinement en œuvre.

Mais, au regard du continuum territorial des menaces, interne et externe, il faut aussi **construire l'Europe de la défense**. L'Europe doit se doter d'une capacité d'intervention et de projection et affirmer son autonomie stratégique. Là encore, il faudra poursuivre sur la bonne voie engagée ces derniers mois par les ministres de la défense français et allemand. Chacun doit faire des efforts en termes de solidarité, au plan opérationnel pour rendre plus efficaces les missions engagées sur le terrain, mais aussi au plan financier. À la demande de la France, la Commission a proposé en novembre un fonds européen de défense. **Je propose d'en faire un outil puissant de mutualisation des dépenses permettant aux États membres d'acquérir des biens pour investir dans des équipements et technologies (drones, achats d'hélicoptères en grandes quantités).**

C'est évidemment en articulant les actions à l'échelle nationale et européenne que nous pourrons **conduire une politique de maîtrise des flux migratoires ferme, digne et conforme à nos valeurs**, comme le gouvernement l'a fait depuis 2012. Le défi migratoire, avec les inégalités de développement, les enjeux climatiques et les guerres à nos portes, s'impose à l'Europe. Nous ne pouvons être aveugles aux drames qui se jouent en Méditerranée.

L'Europe a trop peu anticipé ce défi, et il a été difficile de s'organiser pour y répondre. **Nous devons être exemplaires sur le respect du droit d'asile** et sur l'accueil des réfugiés. Nous devons, aussi, apporter des réponses efficaces, lorsque les situations humanitaires sont intenable. C'est ce qui a été fait à Calais grâce à une mobilisation de tous les acteurs, État, élus locaux, associations locales et nationales pour permettre la prise en charge de tous les réfugiés, majeurs et mineurs, sur tout le territoire, illustrant la solidarité et la générosité dont notre Nation est capable.

Garantir le droit d'asile en Europe, cela veut dire que **chaque État membre doit prendre sa juste part de l'effort. La solidarité européenne n'est pas à géométrie variable**. Garantir le droit d'asile, cela implique aussi de mener une politique juste et ferme en matière d'immigration économique. Nous devons continuer à reconduire à la frontière ceux qui auront été déboutés de leur demande d'asile ou seront entrés irrégulièrement sur notre territoire, et développer l'aide et la coopération avec les pays d'origine. C'est dans un dialogue exigeant et solidaire que se trouvent beaucoup de solutions.

L'Europe, c'est aussi en matière économique qu'elle doit être souveraine :

En matière commerciale, l'Europe doit choisir librement avec qui elle veut échanger et savoir dire non lorsque le compte n'y est pas, comme nous l'avons fait sur l'accord entre l'UE et les États-Unis, le TAFTA. De même, l'Europe doit dire que l'accès au marché intérieur a pour contrepartie le strict respect des règles européennes. **Je propose que tout produit qui entrera sur le marché intérieur en violation des règles sociales et environnementales européennes soit taxé à due proportion de cette violation**. C'est une exigence d'équité entre tous les acteurs économiques, qu'ils soient établis en Europe ou ailleurs dans le monde.

De même, **tout investissement étranger sur le territoire de l'UE dans des domaines jugés stratégiques (sécurité, énergie, transports, télécoms, agriculture, etc.) doit pouvoir être contrôlé**: ainsi, en complément aux dispositifs nationaux existants, je propose la mise en place d'un outil européen destiné à garantir la sécurité économique de l'UE.

Être souverain pour l'Europe, c'est assurer la sécurité, la qualité de ses approvisionnements, qu'il s'agisse de son énergie ou de son agriculture. L'Europe a commencé par l'énergie dans les années 50 et pourtant aujourd'hui elle est dépendante de l'extérieur. Elle importe plus de la moitié de son énergie pour un coût d'un milliard d'euros par jour. Chacun doit rester libre de choisir son bouquet énergétique mais cela n'empêche nullement de bâtir une vraie communauté de l'énergie qui aurait pour fil conducteur la transition énergétique afin de décarboner l'économie européenne et comme valeurs la solidarité et la responsabilité: solidarité, parce que les États doivent s'entraider en cas de menace pour la sécurité d'approvisionnement; responsabilité, pour mieux coordonner les décisions nationales qui influent sur le reste du marché et pour réduire la dépendance externe (sur l'offre par la diversification des sources et voies d'approvisionnement, sur la demande par l'accélération de l'efficacité énergétique).

Quant à la PAC, alors que la planète comptera 9 milliards d'êtres humains en 2050, elle doit devenir une politique alimentaire pour les consommateurs, et un outil de protection pour les producteurs. Elle doit s'adapter pour protéger les agriculteurs en leur offrant de véritables filets de sécurité face à l'hypervolatilité des marchés agricoles et à la libéralisation non régulée (lait, céréales) mais aussi en stimulant l'innovation et en réinventant des réglementations. Une Europe qui protège les agriculteurs, c'est évidemment une Europe qui met en valeur et protège ses terroirs, ses savoir-faire, la qualité de ses produits; une Europe qui sait par exemple défendre dans tous les accords commerciaux ses indications géographiques protégées.

Cette logique, il faudra également la porter au plan international, avec **une initiative pour une exception agricole, sur le modèle de l'exception culturelle**. En effet, cette politique sera à l'avenir de moins en moins un

simple enjeu commercial et de plus en plus une mission de service public, à savoir nourrir l'humanité.

Enfin, bien sûr, l'Europe doit affirmer sa souveraineté culturelle. Car l'Europe, bien avant d'être un marché, c'est une communauté de valeurs, c'est une civilisation qu'incarne au plus haut point la culture. Je défendrai les droits d'auteurs, essentiels au financement de la création, et je rappelle que les industries culturelles et créatives représentent 4% du PIB européen.

Rendre à nouveau l'Europe souveraine dans tous les domaines pour mieux protéger les citoyens, voilà mon projet. Pour y parvenir, l'Europe devra mettre en place des outils financiers à la hauteur et réorienter ses politiques communes.

L'Europe aura besoin, d'abord, d'investir massivement dans les prochaines années. Des progrès ont été faits, notamment avec le plan Juncker. Mais au regard des besoins existants (la Commission les chiffre à plus de 2000 milliards d'euros pour les transports, l'énergie et les télécoms), il faudra faire beaucoup plus.

Je propose un grand plan d'investissement public et privé pour sortir de cette anémie chronique de la croissance, avec deux axes:

- Donner la priorité aux projets à portée européenne dans les deux secteurs aujourd'hui les plus porteurs de croissance et d'emploi: la transition énergétique et la révolution numérique (création d'un moteur de recherche européen, numérisation des processus industriels; développement du très haut débit dans les campagnes; réseau européen de recharges: électrique, gaz ou hydrogène).
- Utiliser toutes les sources de financement disponibles: en complément des instruments existants qu'il faut mieux mettre en synergie (fonds structurels, plan Juncker, etc.), je propose la création d'un livret d'épargne européen qui utiliserait l'épargne européenne abondante des ménages en l'orientant vers le financement des entreprises et industries innovantes.

Ensuite, l'Europe a besoin de **réorienter ses politiques communes**. Toute politique européenne qui ne contribue

rait pas à renforcer la souveraineté de l'Europe et à protéger les citoyens serait remaniée en profondeur ou, à défaut, écartée.

Je veux **ainsi doter la politique de concurrence d'une dimension externe**: à chaque fois qu'une entreprise européenne subira la concurrence déloyale d'un groupe étranger plus fort parce que soutenu par exemple par des aides d'État, l'entreprise européenne devra pouvoir être aidée publiquement à due concurrence. De même, dans les domaines où il est crucial de disposer d'une taille critique, par exemple dans le numérique, les règles européennes de concurrence devront être appliquées avec souplesse. Si nous voulons peser, y compris technologiquement, nous devons favoriser le développement de champions européens.

Je veux une **politique monétaire, qui assume, dans le respect de l'indépendance de la BCE, une politique de change**. Car la zone euro ne peut pas être la variable d'ajustement des politiques de change des autres grandes zones monétaires.

Je veux une **politique budgétaire qui soutienne pleinement la croissance en zone euro**. Je proposerai une réforme du pacte de stabilité et de croissance, non pas pour s'émanciper des règles – elles sont nécessaires et la France sera en 2017 sous les 3%, comme la Commission l'a reconnu – mais pour garantir de manière durable une application intelligente de ces règles. Je refuse une application aveugle et mécanique des règles qui ne peut conduire qu'à l'austérité. Je veux des règles utilisées avec discernement, qui prennent pleinement en compte la situation économique spécifique à chaque pays et à la zone euro dans son ensemble.

Réorienter les politiques européennes, c'est réformer en profondeur le marché intérieur, qui doit être régulé. Je travaillerai à l'adoption rapide de la révision de la directive sur le détachement des travailleurs, car les abus en la matière sapent les fondements du marché intérieur. De même, je ferai de la convergence au sein du marché intérieur une priorité majeure car je ne veux plus que les citoyens considèrent que plus d'Europe signifie « convergence vers le moins disant ».

Au plan social, je propose ainsi de porter l'idée d'un

salairé minimum en Europe (défini en pourcentage du salaire médian, au moins 60%). Car les écarts en la matière sont inacceptables : de 184 euros mensuels en Bulgarie à 1 923 euros au Luxembourg ...

Au plan fiscal, je propose une mesure spécifique pour **taxer l'activité des multinationales du numérique, là où leur chiffre d'affaires est réalisé**. Au-delà du numérique, je veux mettre un frein supplémentaire à la concurrence fiscale sur l'impôt sur les sociétés, afin de lutter contre le dumping fiscal. En complément de l'initiative lancée par la Commission pour harmoniser les bases d'imposition, je propose de mettre en place un corridor de taux (avec un plancher et un plafond), comme nous l'avons fait dans les années 70 avec la TVA. Cette convergence devra également être la grande priorité de la zone euro dans les prochaines années. Car les divergences économiques, sociales, fiscales, salariales, entre des pays qui partagent la même monnaie ont des effets encore plus néfastes sur une zone monétaire. Ma priorité sera donc de donner tout son sens à l'Union économique et monétaire.

C'est à ces conditions que l'Europe pourra nous permettre de **remettre la mondialisation au service des peuples**.

Une France qui pèse dans le monde, c'est une France qui porte au plus haut son indépendance nationale

La France est grande lorsqu'elle parle au monde, à tout le monde, lorsqu'elle retrouve une aspiration à l'universel. J'ai la conviction que le monde a besoin de la France, de sa voix, de son message singulier. Depuis 2012, sous l'impulsion de François Hollande, la France a su retrouver cette voix singulière et indispensable, et peser de tout son poids alors que nous connaissions des crises d'une ampleur inédite, comme le montrent cruellement le drame qui se joue en Syrie, le calvaire d'Alep ou la tragédie vécue par les chrétiens d'Orient.

Nous le savons, les années qui viennent vont mettre sous forte tension le système international, pour autant que cette expression ait encore un sens. La préférence pour l'unilatéralisme, en matière commerciale, dans le

domaine de l'environnement, dans les tentatives de règlement des crises, peut l'emporter. La continuité des engagements internationaux – l'accord de Paris sur le climat, l'accord nucléaire avec l'Iran – peut être menacée, en particulier par les États-Unis. Les progrès enregistrés ces dernières années dans le domaine de la justice internationale sont hélas réversibles.

Les turbulences du monde arabo-musulman, les rivalités séculaires qui se réveillent au sein de l'islam entre le monde sunnite et le chiisme, les ambitions régionales – celles de la Turquie, de l'Arabie saoudite, de l'Iran – sont lourdes de risques pour la stabilité de l'espace euro-méditerranéen.

Un choc de leadership entre les États-Unis de Donald Trump et la Chine de Xi Jinping ne peut être écarté, ne serait-ce que par une guerre commerciale et tarifaire dont l'Europe n'aurait qu'à pâtir.

Dans cet environnement chaotique, plus que jamais la France doit agir. Pour défendre ses propres intérêts, pour entraîner l'Europe à avoir sa propre ambition internationale ; pour promouvoir coûte que coûte un ordre international qui ne repose pas sur la loi du plus fort, sur la régression ou sur l'anarchie.

La France a nombre d'atouts : sa place de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies qui lui confère une responsabilité universelle, un outil militaire capable de se projeter au-delà de nos frontières, une force de dissuasion nucléaire dont je maintiendrai les deux composantes stratégiques, sa politique d'aide au développement dont j'ai veillé comme Premier ministre à redresser les moyens, l'attrait aussi de sa langue, de sa culture, de ses écoles à l'étranger. Peu de Nations dans le monde peuvent cumuler de tels avantages comparatifs. À nous de savoir les combiner, en faire le bon usage, leur consacrer les moyens adéquats !

Je placerai d'ailleurs nos outils d'influence, ce formidable « soft power » à la française au cœur de mon action diplomatique. La priorité que je donne à l'éducation et à la culture devra bien entendu trouver son prolongement naturel dans notre politique de coopération internationale.

Une France indépendante, c'est une France qui parle à tous ; aux Russes comme aux Américains ; aux Israéliens comme aux Palestiniens ; aux dirigeants sunnites comme à ceux de l'Iran. Sans exclusive. Certains préconisent une « politique pro-russe » tandis que d'autres fustigent un prétendu suivisme de la France à l'égard des États-Unis. Je ne me retrouve pas dans ces dichotomies d'un autre âge. Seules comptent l'efficacité, la défense de nos valeurs et de nos intérêts, la cause de la paix et notre sécurité.

Au-delà de la responsabilité spéciale qui leur incombe à l'égard de l'Europe, je suis profondément convaincu que la France et l'Allemagne ont aussi à unir leurs forces et leurs ressources pour agir encore plus efficacement à deux à l'échelle internationale. Je soumettrai à nos amis allemands « **un contrat de partenariat franco-allemand** » qui formalisera pour la durée de nos législatures respectives nos engagements conjoints pour l'Europe et pour le monde.

À ce titre, je proposerai à l'Allemagne que nos deux pays soient à l'initiative pour une « alliance euro-africaine ».

L'Afrique : une nouvelle frontière pour la France et pour l'Europe

D'ici 2050, la population africaine va doubler, passant de 1,2 milliard aujourd'hui à 2,5 milliards. Au milieu du siècle, un quart de la population mondiale sera africaine. C'est pour la France et pour l'Europe tout autant un défi – celui des migrations, celui du développement – qu'une formidable opportunité, compte tenu de l'immensité des besoins du continent. Ainsi, l'avenir de la langue française est en Afrique.

Je mettrai donc l'Afrique au cœur de ma politique étrangère. Je proposerai à l'Union européenne dès le sommet Afrique/Europe de l'automne 2017 un grand dessein euro-africain, pour la jeunesse de nos deux continents - en proposant un « Erasmus » pour les étudiants européens et africains - , pour que l'Afrique profite pleinement de ses richesses, pour une politique de développement qui assure une gestion contrôlée des migrations, pour l'accès

des Africains aux énergies renouvelables, pour mettre le numérique au centre de nos politiques de coopération, notamment dans le domaine éducatif.

B. UN CADRE COMMUN ET DES RÈGLES RÉAFFIRMÉS, POUR GARANTIR NOTRE COHÉSION ET CONSTRUIRE ENSEMBLE NOTRE DESTIN

La République est notre cadre commun, notre héritage, celui qui nous permet de vivre ensemble et de nous projeter collectivement dans le destin de notre Nation. Or, comment se projeter soi-même dans l'avenir si le collectif semble se dissoudre, si les fractures se multiplient, si nous ne savons même plus quelles valeurs nous avons en partage ? Personne ne peut s'imaginer vivre, pour soi-même, ses enfants, dans une société en tensions, en conflits, sans racines ni valeurs communes. Les fractures qui minent la République nourrissent le sentiment d'abandon, de dépossession.

Protéger les Français

Combien redoutent que la République n'ait plus la force ou la capacité de se défendre lorsqu'elle est attaquée ? **Notre République doit être aussi généreuse et protectrice avec ceux qui la respectent qu'elle doit être impitoyable avec ceux qui l'attaquent.** Je pense aux attaques terroristes qui, au-delà des horreurs qu'elles infligent, visent à instiller le doute, le poison, la dislocation au sein de notre communauté nationale. Nous devons protéger tout le monde, **donner tous les moyens à notre police, notre armée, nos services de renseignements, et frapper à chaque fois que nécessaire.**

Nous devons **agir sans relâche contre l'islamisme radical, le salafisme, l'influence des frères musulmans.** Nous

devons continuer à expulser les prêcheurs de haine, à dissoudre les associations extrémistes, à lutter pied à pied sur Internet et dans nos prisons, comme nous le faisons au travers des différents plans que le gouvernement a engagés depuis 2014.

La lutte contre la radicalisation qui concerne des milliers de jeunes est un défi considérable. Nous devons nous adapter à une menace qui évolue sans cesse. C'est le combat des dix prochaines années qui doit mobiliser toutes nos institutions (sécurité, justice, école, santé...), nos experts, nos chercheurs, et toute la société.

Il n'y a pas de possibilité de vivre et construire ensemble si notre État de droit n'est pas respecté, si nos forces de sécurité ne protègent pas tout le monde, en imposant les mêmes règles à tous, si la justice n'a pas les moyens de fonctionner.

Le quinquennat qui arrive à son terme a fait de la sécurité une véritable priorité - dans les actes et pas, comme d'autres, dans les postures.

Alors que 13 000 emplois de policiers et de gendarmes avaient été supprimés par Nicolas Sarkozy et François Fillon, nous aurons complètement comblé le déficit d'effectifs une fois que les créations de poste inscrites dans la loi de finances pour 2017 seront entrées en vigueur.

Pour les seuls services de renseignement, qui luttent quotidiennement pour prévenir les attentats terroristes, cela signifie 2 800 emplois.

L'investissement, c'est à dire ce qui permet d'équiper les forces de l'ordre et de moderniser les fichiers, les communications et la surveillance, avait été drastiquement réduit - de 73% entre 2007 et 2012 - par nos prédécesseurs. Pendant ce quinquennat, par nos choix budgétaires concrets - mais aussi courageux, car il aura fallu trancher au détriment d'autres dépenses - nous aurons doublé le niveau de l'investissement au bénéfice des policiers et des gendarmes.

Nous devons continuer à préparer l'avenir et **poursuivre les efforts engagés.** J'ai donc élaboré une stratégie pluriannuelle d'investissement en ce sens.

Ainsi, en matière de sécurité intérieure, **nous devons créer au minimum 1 000 emplois par an de policiers et de gendarmes.** Et un nouveau plan sera nécessaire pour faire suite au Pacte de sécurité 2015-2017 annoncé par le Président de la République devant le Congrès en novembre 2015. Les efforts de modernisation technologique des forces et le renouvellement des équipements nécessiteront un effort supplémentaire de la Nation que l'on peut estimer à **près de 2,5 milliards d'euros de 2017 à 2022.**

Assurer la sécurité de nos concitoyens c'est, aussi, s'adapter aux évolutions technologiques. Pour notre économie, pour la préservation même de nos valeurs et de notre indépendance, la protection contre les cyber-attaques est évidemment une priorité. La sécurité numérique, c'est aussi un gisement d'emploi et de croissance. Nous œuvrons donc pour développer nos capacités et donner à la France tous les moyens de lutter contre ces menaces.

La sécurité de nos concitoyens passe enfin, naturellement, par **les moyens accordés à nos forces armées.** Durant les cinq dernières années, celles-ci ont accompli un travail essentiel dans la lutte contre le terrorisme, en Afrique, au Levant, mais aussi sur le territoire national à travers l'opération Sentinelle. Pour assurer nos capacités d'intervention et de projection et préparer la rénovation de notre dissuasion nucléaire, un effort financier en matière de défense est plus que jamais nécessaire. **Cet effort doit être porté à 2% du PIB en 2025. Il doit être mis au service d'une stratégie de défense claire et rigoureuse.**

Redonner toute sa force à la loi : une justice plus efficace

Il n'y a pas de vie en société possible sans respect des lois. La loi, c'est la protection des plus modestes. Les délais d'élaboration et d'application, et le manque de moyens nécessaires pour bien appliquer les décisions rendues, ajoutent l'injustice à l'injustice et minent notre pacte républicain.

Contrairement à une droite qui prône une fuite en avant législative, avec des lois toujours plus nombreuses et

plus dures sans jamais donner les moyens pour les appliquer, je veux redonner toute sa force à la loi. Une loi égale pour tous, contre ce sentiment qu'il existerait une justice pour les puissants, un « deux poids, deux mesures » qui mine notre pacte républicain – c'est d'ailleurs pour cela que j'ai proposé de supprimer la Cour de Justice de la République.

Je continuerai à redonner plus de moyens à la justice en poursuivant les efforts historiques que nous avons faits depuis 2012. Moyens humains d'abord, avec la création de 1 000 postes de magistrats et 1 500 de greffiers sur cinq ans. Moyens matériels, aussi, avec de nouveaux investissements, notamment en matière pénitentiaire. Ainsi, 10 000 places de prison supplémentaires devront être créées pour en finir avec les conditions indignes de détention que nous connaissons actuellement - dans le prolongement de ce qui a été annoncé durant ce quinquennat. L'organisation de la justice devra être réformée avec l'objectif de rendre un meilleur service à tous les Français, où qu'ils se trouvent. C'est une priorité.

Renouveler le Pacte laïque

Combien craignent que les principes fondamentaux ne soient plus respectés, que la laïcité soit affaiblie au point de ne plus pouvoir nous protéger ? Combien d'insultes, d'actes antichrétiens, antimusulmans, antisémites, au pays de la tolérance ? Là encore, il n'y a pas de « citoyens français libres et égaux » lorsque la laïcité est affaiblie, dévoyée, contestée.

Dans un pays comme le nôtre, la laïcité a toujours été un instrument essentiel de l'émancipation. **Je veux une laïcité réaffirmée partout, qui protège sans blesser, qui soit expliquée à tous sans humilier personne, qui lutte contre tous les communautarismes sans jamais pointer du doigt tel ou tel pour sa croyance. C'est cette conception de la laïcité, en dehors des instrumentalisation du moment, que je souhaite inscrire dans une Charte de la Laïcité qui sera adossée à la Constitution.**

Bâtir un islam enraciné dans la République

Chacun doit avoir sa place, pouvoir exercer son culte dignement, être protégé des insultes et des humiliations. C'est trop souvent le quotidien de nos compatriotes musulmans. C'est indigne de la France, de son histoire.

L'islam est la deuxième religion de France. Il est dans l'immense majorité de ses expressions une religion de paix, compatible avec les valeurs de la République.

Mais cet équilibre est précaire. C'est malheureusement au nom de l'islam, d'un islam dévoyé, que s'expriment les islamistes radicaux, les prêcheurs de haine.

Il appartient aux musulmans de se défendre contre ces obscurantismes qui peuvent guetter. C'est à eux d'abord, de se mobiliser, de se former, de transmettre nos valeurs. Mais la République doit aussi les protéger et les aider. C'est pourquoi je veux traiter dans mon projet de la place de l'islam dans notre société.

La laïcité, la séparation des Églises et de l'État, n'ont jamais eu pour synonyme l'ignorance du fait religieux. La République doit pouvoir dialoguer avec tous les cultes et apporter sa réponse aux trois défis que l'islam de France pose à notre société.

Le premier de ces défis, c'est celui de son organisation.

La République a cherché à remédier au problème posé par l'absence d'organisation hiérarchique de l'islam en France, en faisant émerger des institutions représentatives. C'est ainsi qu'est né le Conseil français du culte musulman, après des années de tractations et de travaux, menés avec opiniâtreté par les ministres de l'Intérieur successifs - parfois au prix de compromis bancals voire dangereux, tel celui que Nicolas Sarkozy a passé avec la branche française des Frères musulmans, l'UOIF. Depuis lors, « l'instance de dialogue », créée en 2015, a élargi les bases de cette conversation que mène la République avec l'islam, en complétant sans le remplacer le CFCM. J'estime qu'il n'y a pas à y revenir à condition de l'ouvrir davantage à la diversité de l'islam et aux nouvelles générations.

Le second défi de l'islam de France, c'est celui de son financement. L'islam de France doit se financer en France,

libéré des influences étrangères. Mais il serait irréaliste de décider que plus un sou ne doit provenir de l'extérieur, sans donner aux mosquées les moyens de trouver des financements à l'intérieur. C'est pour cette raison qu'a été relancée la Fondation pour l'islam de France, autour de Jean-Pierre Chevènement. Elle sera un bel outil de rayonnement et de collecte de fonds non pas pour le financement du culte, mais pour le financement du patrimoine culturel de l'islam de France. L'association culturelle nationale, qui pourra recueillir des fonds privés destinés au financement du culte proprement dit, complète ce dispositif.

Le troisième défi, c'est celui de la formation des imams.

L'islam de France ne peut pas être un islam professé par des imams étrangers. Nous avons fait le nécessaire pour que la partie profane du cursus que devrait suivre tout cadre religieux ou ministre du culte, qu'il soit musulman ou non, soit améliorée. Ceux qui ne disposent pas, comme les catholiques, les protestants ou les juifs, de séminaires anciens et établis doivent avoir un accès gratuit à un enseignement dans les domaines que nous jugeons indispensables : le droit des cultes, les institutions nationales et locales de la France, la laïcité, etc. Désormais, ces formations sont accessibles dans 15 grandes universités françaises.

Favoriser l'engagement : le service civique obligatoire

La citoyenneté, cela s'apprend. C'est l'objectif du service civique obligatoire que je veux instaurer. Obligatoire, parce que mon expérience m'a appris que ce qui était facultatif ne profitait pas à tous. C'est une responsabilité de transmettre aux générations futures les valeurs et principes de notre modèle républicain, de leur apprendre – à tous, jeunes femmes et jeunes hommes, quelle que soit leur origine, leur condition sociale, où qu'ils habitent – le sens et leur donner le goût de la chose publique.

Obligatoire ne veut pas dire uniforme : la logique et la durée – six mois – seront les mêmes pour tous, mais il ne s'agit pas de faire passer tout le monde sous la même toise ; il faut que chacun donne quelque chose à la Répu-

blique. Il pourra prendre des formes diverses, adaptées à une société ouverte sur le monde, sur les langues, mais l'objectif sera commun : apprendre à vivre ensemble, se mettre sur le chemin de la citoyenneté, mettre un pied à l'étrier pour le monde du travail, donner à chaque jeune une expérience valorisable, des responsabilités, l'accès à des dispositifs d'autonomie. Ce sera l'occasion d'offrir un nouvel éventail de causes constructives à une jeunesse en quête de sens.

C. BÂTIR UNE NATION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE : DONNER À CHACUN LES MOYENS DE SE FAÇONNER UN AVENIR À LA HAUTEUR DE SES RÊVES

Vers une Nation éducative

On sait que tout commence à l'école. Les premières années de scolarisation pèsent sur les destins de nos enfants. Un mauvais départ, et ils se retrouvent sur les mauvais rails, les portes se referment, les horizons se rétrécissent.

Les dix années de gouvernement de la droite ont laissé l'école exsangue : suppression de 60 000 postes, fermetures de classes, suppression de la formation initiale des enseignants, échec de la lutte contre le décrochage scolaire, aggravation des inégalités scolaires, relative stagnation du budget des universités.

L'Acte I de la refondation de l'école, engagé dès mai 2012, a permis d'affirmer que l'éducation était le premier projet, le premier budget, la priorité fondamentale de la gauche au pouvoir. Car traiter de l'éducation, c'est s'occuper de la jeunesse, c'est-à-dire de l'avenir de la Nation.

Depuis 2015, l'Éducation nationale est à nouveau le

premier poste budgétaire de la Nation. Sur l'ensemble du quinquennat, le budget de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aura augmenté de 9 milliards.

Cet effort budgétaire sans précédent nous a permis d'engager des réformes de fond qui porteront pleinement leurs fruits à moyen et long terme. C'est sur l'école maternelle, l'école primaire et le collège que nous avons porté l'essentiel de nos efforts, car tout se joue dès les premières années de scolarité.

Nous avons tout d'abord concentré nos efforts sur l'enseignement maternel et primaire. D'abord en relançant la scolarisation des enfants de moins de trois ans, qui avait subi les coupes budgétaires aveugles de la droite et avait été divisée par trois entre 2001 et 2012, passant de 35% à 11%.

Pour corriger l'impact des inégalités sociales et territoriales sur la réussite scolaire, nous avons refondé notre politique d'éducation prioritaire pour donner davantage à ceux qui en ont le plus besoin.

La réforme du collège que nous avons mise en place vise à donner à tous les mêmes chances d'accéder à l'excellence. En offrant à tous les collégiens une seconde langue vivante dès la 5^{ème}, en permettant le travail en petits groupes, en laissant plus d'autonomie aux équipes, en donnant à tous les élèves des temps d'accompagnement personnalisé, le collège devra mieux enseigner les savoirs fondamentaux, former à d'autres compétences et avoir un fonctionnement quotidien assoupli pour s'adapter à la diversité des besoins des élèves.

Le travail accompli depuis 2012 est colossal et **je veux rendre hommage aux enseignants, à toute la communauté éducative, aux familles pour s'être engagés avec conviction et détermination sur ces chantiers pour la réussite de nos enfants.**

Car rien n'aurait pu se faire sans les enseignants. Nous savons que ce sont eux qui font vivre l'école, ce sont eux qui transmettent les savoirs, les compétences, qui guident nos enfants pour en faire des citoyens.

C'est la raison pour laquelle nous avons remis en place

une formation de qualité pour les enseignants, forte des apports universitaires et solidement ancrée dans la pratique de terrain.

C'est parce que nous savons le rôle essentiel joué par les professeurs que nous avons aussi revalorisé leur salaire et leur carrière.

Après les terribles attentats qui ont visé le cœur de notre société, la grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République a rappelé une autre de leurs missions essentielles : transmettre les valeurs que nous avons en partage. La laïcité, la tolérance, le respect de soi et des autres, la liberté d'expression, l'émancipation, l'esprit critique qui s'opposent toujours à l'obscurantisme et aux replis identitaires. Ces valeurs qui ont été attaquées, et qui le seront encore, mais qui font que quelles que soient notre couleur de peau, nos origines, nos croyances, nous sommes avant tout des Français.

Et pourtant, malgré les réformes profondes engagées depuis cinq ans, l'école ne parvient toujours pas assez à enrayer la reproduction des inégalités. Là plus qu'ailleurs, la résignation n'est pas une option. Il nous faudra donc aller plus loin pour redonner des choix, mettre chacun à égalité de chances face à son destin.

C'est donc l'Acte II de la refondation que je propose d'engager.

Lutter contre les inégalités commence dès le plus jeune âge. La socialisation et la scolarisation des jeunes enfants sont des priorités. Nous devons y répondre, notamment par **la création d'un véritable service public d'accueil de la petite enfance et par la poursuite des efforts de scolarisation des enfants de moins de trois ans**. Aujourd'hui, 20% des enfants de moins de trois ans sont scolarisés dans les réseaux d'éducation prioritaires, mais cela ne suffit pas. Il faut aller plus loin et atteindre l'objectif de 50%, car on sait que la scolarisation précoce favorise la réussite scolaire des enfants dont les familles sont éloignées de l'école.

Pour renouer avec la promesse républicaine, notre école, l'une des plus inégalitaires des pays de l'OCDE, où le poids des déterminismes sociaux est plus fort qu'ailleurs, doit devenir une école exigeante mais plus juste, une

école plus inclusive, une école qui accompagne tous les enfants vers la réussite quelles que soient ses origines sociales. Une école qui ne soit pas celle de l'entre-soi. Trop d'écoles concentrent les difficultés alors que d'autres accumulent les atouts. Il ne peut plus y avoir d'école à deux vitesses, l'école doit tirer tout le monde vers le haut.

Nous mettrons tout en œuvre pour plus que l'école donne les mêmes chances de réussite à tous. Il serait vain de croire qu'il suffit d'imposer la mixité sociale d'en haut pour voir disparaître le problème. Non, ce sont les acteurs du territoire, les élus, les familles, l'Éducation nationale en partenariat avec les établissements privés, qui doivent trouver, ensemble, les moyens pour lutter contre cette ségrégation sociale qui gangrène notre école. Nous avons donc engagé une série d'expérimentations dans plusieurs départements, en lien étroit avec les élus et les familles, pour plus de mixité sociale dans les collèges.

Après avoir recréé des postes, **il est temps de revaloriser le statut des professeurs. Cela passera par une reconnaissance plus grande, y compris en termes de rémunération, de l'engagement et des efforts des enseignants pour améliorer les performances de leurs élèves.** Il faut, aussi, leur **redonner plus de liberté d'initiative pédagogique pour s'adapter à leurs classes**, avec des inspecteurs qui doivent être de plus en plus des formateurs, des passeurs et des facilitateurs.

Nous devons conforter les centaines de milliers de femmes et d'hommes qui, chaque jour, avec passion, contribuent à donner un plus bel avenir à nos enfants. Il est donc essentiel de mieux soutenir les enseignants, notamment **quand ils commencent dans leur métier, pour conforter leur autorité individuelle et collective dans l'école.** Cela passera également par une formation continue qui en mérite enfin le nom : elle prendra la forme d'un stage obligatoire, chaque année, à raison d'une journée par trimestre et, tous les trois ou cinq ans d'une semaine de remise à niveau permettant à chaque enseignant de tirer parti des nouveautés, des acquis, des résultats de la recherche, des difficultés comme des échecs. Les séjours de professeurs à l'étranger, notamment en Europe, seront également soutenus et développés.

Dans la mondialisation, **notre seule chance de défendre**

notre rang, de garder notre place parmi les grandes nations, c'est de toujours mieux former les Français. C'est évidemment le rôle de l'enseignement supérieur. C'est aujourd'hui un réel avantage comparatif entre les nations. C'est ainsi que de nouvelles grandes puissances émergent. **Nous devons consacrer 1 milliard d'euros par an à nos universités.** Car, pour construire des réponses à la hauteur, il faut des moyens et de la visibilité. L'université et la recherche françaises se sont profondément transformées au cours des dernières années, il faut accompagner ces évolutions et appuyer les initiatives sur tout le territoire.

Mais cette **Nation éducative que je souhaite porter, c'est aussi celle de la formation tout au long de la vie.** C'est celle qui permet à chacun d'accéder à des connaissances théoriques et pratiques, à des savoir-faire, aux différentes étapes de son parcours professionnel et personnel, dans un monde qui évolue de plus en plus vite.

Je crois, qu'il y a dans la société française **un gisement inexploité de volonté de transmettre et d'envie d'apprendre.** Il y a chez les Français une envie de transmettre, des compétences, des expériences ; il y a, aussi, un désir d'apprendre, de comprendre et de maîtriser le monde dans lequel nous vivons.

Mon projet, c'est de permettre enfin la valorisation sociale de la transmission des connaissances et des savoirs. **C'est possible notamment en s'appuyant sur ce que nous avons fait d'ores et déjà avec le compte personnel d'activité.** À l'heure du numérique, c'est un chantier qui ne relève plus de l'utopie.

Ce chantier est **une nouvelle forme de solidarité à inventer.** Pas une solidarité faite uniquement pour réparer ; une solidarité qui part du principe, assez simple mais de plus en plus oublié, que l'on est plus forts ensemble. C'est cela l'essence même de notre aventure collective.

C'est cela la Nation éducative : faire le pari de l'intelligence collective. Former toujours mieux la Nation.

Je mesure que cette ambition peut paraître utopique. Mais je crois aux utopies concrètes. Je crois que nous devons avoir l'audace nécessaire pour relever certains défis, comme ceux qui avant nous ont inventé la Sécurité

sociale ou le RMI.

Une société de l'éducation, c'est une société qui donnera à chacun de nos enfants les moyens de se hisser à la hauteur de leurs rêves, de vouloir aller plus loin, de s'ouvrir au monde. **Je souhaite que nous donnions à chaque jeune, au cours de sa scolarité, le droit de voyager, de partir à la découverte de la France.** La citoyenneté, le sentiment d'appartenir à la communauté nationale, se construit aussi par la découverte de la diversité de nos régions, de notre culture, de notre patrimoine, de nos paysages. Je veux ainsi lutter contre le sentiment d'enfermement, de relégation qui conduit tant de jeunes à la résignation. Leur montrer que tout est possible.

Ouvrir des horizons à notre jeunesse, lui permettre de se confronter à la diversité des cultures, c'est aussi lui permettre de se sentir pleinement chez elle en Europe. **Je propose donc un droit à la mobilité en Europe pour tous les jeunes :** étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi. Je propose également pour les plus démunis de pérenniser l'initiative pour l'emploi des jeunes, dont ont déjà bénéficié 180 000 jeunes en France.

La culture, ciment de notre cohésion, socle de l'émancipation

Je veux renforcer tout ce qui rend notre Nation plus puissante, plus solide, plus solidaire. Tout ce qui donne le sentiment de participer à une aventure collective. Cela passe par un engagement de tous les instants en faveur de la politique culturelle – cinéma, théâtre, musique, danse, arts plastiques, arts numériques, arts de la rue et de la piste, création pour le jeune public. La culture, c'est avant tout l'ouverture et la rencontre. C'est se confronter à l'inconnu, apprendre à se connaître, à comprendre les autres. C'est aussi et d'abord le soutien aux artistes qui, l'histoire en témoigne, ont tout autant révélé le génie humain qu'ils ont souvent joué le rôle de lanceurs d'alertes. Ils sont des observateurs attentifs des errements de nos sociétés, tout comme ils nous appellent à ne jamais douter de nos capacités.

J'ai redonné les moyens nécessaires au ministère de la

Culture et de la Communication. Nous maintiendrons **cette dynamique.** En matière de culture, il faut toujours doublement justifier l'argent public que l'on mobilise. Je veux le dire avec force : la culture n'est pas un supplément d'âme, ce n'est pas la politique que l'on finance quand toutes les autres ont été financées. Non, la culture, c'est ce qui donne de la force, de l'optimisme, de la profondeur et donc de la vision à un pays. C'est fort de cette conviction que je me suis battu en 2014 et à nouveau en 2016 pour sauver le régime des intermittents et que les budgets de la création artistique ont été réorientés à la hausse. C'est fort de cette ambition que **je veux que l'on défende notre patrimoine, que l'on redonne des moyens à nos politiques patrimoniales, notamment pour les villes moyennes qui n'ont plus les moyens de valoriser ce qui a fait leur histoire.**

C'est parce que je souhaite que notre culture rayonne partout en France, et que tous nos concitoyens y aient accès, que je souhaite **relancer une politique de grands travaux culturels, notamment dans nos régions.**

C'est au nom de ma vision de la Nation que **j'engage-rai une politique ambitieuse de la langue française.** La langue, c'est bien sûr la belle langue française qui irrigue notre littérature, c'est le patrimoine commun des Français. C'est encore celle de tous ceux qui viennent sur notre sol et qui doivent apprendre à la connaître et à l'aimer. C'est ce que nous avons en partage et pourtant nous sommes très inégaux devant ses usages. Car c'est aussi un facteur d'exclusion redoutable quand elle n'est pas maîtrisée - cela concerne 6 millions de nos concitoyens. Je veux que chacun se sente chez lui dans la langue française. J'ai engagé les premières étapes de cette politique, je la porterai avec détermination et fierté dans les années qui viennent.

D. LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS, RENFORCER L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES POUR RENFORCER NOTRE COHÉSION NATIONALE

Une société qui porte l'ambition de permettre à chacun d'être acteur, d'être libre de décider, de construire, de trouver sa place, ne peut s'accommoder ni des discriminations qui fabriquent de l'humiliation et de la résignation, ni des inégalités et des plafonds de verre auxquels se heurtent encore trop souvent les femmes.

Lutter contre les discriminations

La France ne donne pas à tous les mêmes opportunités. La réussite est encore souvent une course d'obstacles et le travail n'est pas toujours récompensé, alors que l'égalité et le mérite sont au cœur de la République depuis toujours. Pour beaucoup de nos concitoyens, le quotidien est encore fait d'inégalités, de blocages, de préjugés, de discriminations.

Ouvrir la société, c'est offrir à tous les mêmes opportunités, c'est aider tous ceux qui n'ont pas de réseau pour accéder aux informations pour trouver leur voie, celle qui leur permettra d'exprimer leurs compétences ; c'est offrir à tous la même capacité de se former. C'est aussi détecter et condamner tous ceux qui, au lieu de considérer les qualités, les compétences, font d'un nom, d'une adresse, d'un âge, d'une couleur de peau, un critère pour accorder un entretien ou faire visiter un logement.

Les discriminations sont aujourd'hui un délit puni par la loi. Nous avons renforcé ces sanctions, facilité les voies de recours pour les victimes. Mais elles restent cependant trop fréquentes – nous les avons scientifiquement, objectivement constatées grâce au testing et à une démarche systématique de détection dans la fonction publique.

On ne les dépassera que si l'État et la société dans son ensemble prennent leurs responsabilités.

Un impératif : l'égalité femmes—hommes

L'État, tout d'abord, doit être exemplaire. Cela se joue, dès la formation d'un gouvernement, mais aussi à travers toutes les nominations : partout où il est représenté, il doit être représentatif de la société française, dans sa diversité. **Un État exemplaire, c'est un État conscient de sa responsabilité d'encourager, de soutenir la promotion sociale pour les plus modestes. C'est aussi un État ouvert à la diversité dans la fonction publique. Ouvert à la diversité, ce n'est pas préférer certains au détriment d'autres, c'est faire vivre une conviction majeure : c'est la diversité des parcours et des expériences qui enrichit le collectif de travail, pas l'entre soi. Mais comme toujours dans la lutte contre les préjugés, il n'y a de résultats que s'il y a de la détermination. On n'y parviendra qu'avec volontarisme et constance : en changeant les règles du jeu pour les concours, en modifiant les voies d'accès, en faisant de la place à la reconnaissance des expériences professionnelles, en revisitant tous les concours pour qu'ils reconnaissent les aptitudes réelles, et pas seulement des savoirs académiques.**

Contrôler et accompagner les entreprises pour qu'elles aussi soient plus responsables, qu'elles récompensent le talent et l'engagement. J'ai dit et je l'assume : « j'aime l'entreprise ». Mais pas à n'importe quel prix : pas au prix de la discrimination, pas au prix du gâchis de nos talents, de notre jeunesse, pas au prix de notre combat pour l'égalité et la dignité. C'est aussi ma conception du rôle de l'État. Les entreprises ont un rôle essentiel. Beaucoup sont déjà mobilisées, mais il n'est plus acceptable que des candidats disposant des mêmes diplômes et des mêmes expériences ne soient pas traités de la même manière selon la consonance de leur nom de familles. Mon gouvernement a lancé le premier testing de grande ampleur ; avec volontarisme et détermination, **je généraliserai cette méthode pour que les entreprises s'engagent ; pour qu'elles définissent les outils qui leur permettront de faire primer la compétence ; pour sanctionner celles qui se déroberont.** Je veux, au-delà des sanctions, **renforcer les dispositifs qui ouvrent le marché de l'emploi, qui facilitent l'accès à l'information.** Ce chantier doit être construit avec les entreprises et les organisations syndicales.

C'est un véritable choix de société que nous devons faire. Tenir la promesse républicaine et rendre à chacun la capacité d'être pleinement acteur de sa propre vie, c'est affirmer clairement, fièrement l'égalité entre les femmes et les hommes. C'est la concrétiser tant dans la sphère publique que dans l'entreprise – je pense notamment aux salaires, encore trop inégaux, ou à l'accès des femmes aux hautes sphères décisionnelles.

Ce quinquennat a prouvé qu'en matière de parité, de lutte contre le sexisme, contre les violences faites aux femmes, la volonté politique pouvait faire avancer la société. Je pense à la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Mais il faut être lucide, la promesse républicaine n'a pas été entièrement tenue à l'égard des femmes et la montée des conservatismes et des obscurantismes sont lourds de menaces pour elles. Les femmes ne veulent plus ni de la vulgarité misogyne quotidienne, d'autant plus insidieuse que larvée, ni des violences et du harcèlement.

On l'oublie trop, **les violences faites aux femmes sont une réalité quotidienne.** Une réalité qui se termine souvent, trop souvent, par la mort. Pour ce qui est des droits des femmes, il n'y a jamais d'acquis définitif, les régressions menacent toujours et appellent un combat et une vigilance de tous les instants. Je m'y engage.

De même, **le droit à l'interruption volontaire de grossesse doit plus que jamais être protégé.** Nous avons fait un pas important avec la proposition de loi sur le délit d'entrave à l'IVG sur Internet, qui sera adoptée dans quelques semaines. Ce texte permettra de sanctionner ceux qui donnent aux femmes de fausses informations afin de réduire leur liberté de choix, de disposer de leur corps. Je continuerai à œuvrer pour libérer et protéger toutes les femmes, notamment en soutenant le travail remarquable accompli au quotidien par le Planning familial.

Le prochain quinquennat portera haut et fort, et jusqu'au bout, ce combat pour l'égalité des femmes, de toutes les femmes quelles que soient leur origine, leur condition sociale, et où qu'elles soient en France. C'est cela, la société de l'égalité.

L'égalité doit enfin devenir une réalité dans le monde du travail. L'écart de salaires femmes-hommes était de 1/3 dans les années 1970, il est aujourd'hui de 19%. Il aura donc été à peine divisé par deux en quarante ans. **Je me fixe pour objectif de le diviser par deux en cinq ans pour qu'il ait totalement disparu en dix ans.** C'est ambitieux ; il faudra pour cela une mobilisation collective. Mais il est temps de mettre fin à une injustice que les femmes ne tolèrent légitimement plus et dont notre société ne doit plus s'accommoder.

Reconnaître aux femmes toute leur place dans notre économie, c'est aussi faire le choix d'une croissance réellement durable. France Stratégies évalue à 7% de PIB et 150 milliards d'euros le gain de croissance que générerait la fin des discriminations professionnelles femmes-hommes.

Je saisisrai les partenaires sociaux pour que l'égalité professionnelle fasse l'objet d'un des premiers échanges de fond entre partenaires sociaux et pouvoirs publics à l'occasion d'une conférence sociale. Les partenaires sociaux seront invités à faire des propositions concrètes. À défaut, la loi viendra renforcer le socle législatif existant, et je n'hésiterai pas à recourir à des vecteurs juridiques contraignants si la mobilisation de la société ne suffit pas.

Pour réduire les inégalités professionnelles, il faudra aussi agir sur le taux d'emploi des femmes, le temps partiel et les classifications. **La politique familiale continuera de soutenir fortement le développement des modes d'accueil et un nouveau partenariat sera conclu avec les communes pour qu'elles s'engagent davantage dans le développement d'infrastructures adaptées.** La fonction publique connaîtra la même mutation : en termes de rémunération, comme de gestion de carrières, elle doit plus que jamais montrer l'exemple.

Je veux aussi que le partage des tâches soit effectif entre les hommes et les femmes lorsque l'État garantit des droits aux familles. C'est pourquoi je proposerai que le congé parental soit partagé dans les couples. **Une part de 30% de la durée du congé sera non transférable à l'autre parent.** Cela permettra notamment d'impliquer mieux les hommes dans l'éducation des enfants. Mais surtout, cela empêchera les employeurs d'intégrer le fait que ce serait

aux femmes en priorité d'assumer les contraintes liées aux enfants, en termes d'absence notamment. Il en va de l'égalité salariale.

Enfin, notre pays ne peut et ne doit pas se priver de la moitié de ses intelligences, de celles des femmes, dans les disciplines scientifiques et technologiques. La France manque d'ingénieurs, de scientifiques et les jeunes filles ne sont toujours que 15% des élèves de Polytechnique et 20% des acteurs de l'économie numérique. C'est un handicap pour la France, un potentiel formidable qui reste à développer. **Je veux en cinq ans doubler le nombre de femmes accédant aux carrières scientifiques et technologiques.** Je veux préparer les petites filles d'aujourd'hui à être les scientifiques de demain.

E. DES INSTITUTIONS RÉNOVÉES, UN ÉTAT PROFONDÉMENT RÉFORMÉ, AU SERVICE DES CITOYENS

Redonner sa place à chacun et renforcer notre capacité collective à décider et à agir, c'est redéfinir l'architecture des pouvoirs. Trop souvent, ils se concurrencent au lieu d'aller dans le même sens. La démocratie politique n'est pas l'ennemie de la démocratie sociale ; la démocratie participative n'est pas contradictoire avec la démocratie représentative ; la prise en compte des spécificités et du génie des territoires n'est pas une atteinte au principe d'égalité.

Ma conception de la fonction présidentielle, c'est à la fois l'exigence d'incarnation, de porter la protection et la défense de la France, mais c'est aussi savoir donner des responsabilités à ceux qui, à différents niveaux, sont le mieux à même de les exercer. C'est en permettant à chacun d'agir au bon niveau, en libérant les bonnes volontés qui trop souvent sont entravées, que nous aurons un réel impact sur le destin de notre pays et de nos territoires.

Un président qui exerce le pouvoir

Je veux redonner de l'autorité aux citoyens et à l'État. Je ne promets pas l'omnipotence, qui n'est qu'une illusion. Je ne demande pas non plus aux Français d'accepter de subir, de se résigner à une France « plus petite », sans ambition. Il ne faut pas se tromper : chacun doit agir au bon niveau. Un président qui prétendrait s'occuper de tout serait un président qui ne réglerait rien. Il doit être un stratège au service de l'unité. Il devra savoir rendre le pouvoir aux échelons les mieux à même d'intervenir, déléguer et organiser les responsabilités.

Affirmer cela, ce n'est pas renoncer à exercer la plénitude des responsabilités et du pouvoir confié par le peuple. C'est se rappeler à chaque instant que la seule boussole qui doit guider un responsable public, c'est de savoir s'il a fait ou non avancer son pays, qu'il ait porté lui-même les décisions ou qu'il ait décidé de confier cette responsabilité à un autre échelon. Agir, c'est le seul mot qui compte.

Le président de la République, chef de l'État, a un rôle à part. Un rôle auquel aucune institution ne peut se substituer. **Il incarne le pays. Il exerce un pouvoir qui lui vient directement du peuple. Qui est celui du peuple.** Ce pouvoir doit redonner les moyens, au niveau individuel et collectif, de choisir, de tracer notre voie, de maîtriser son avenir. **Refaire de chacun l'acteur de son propre destin et redonner à notre pays la capacité de décider souverainement de ce qu'il veut. Redonner à chacun et à la France sa dignité, sa capacité à tracer sa route, son optimisme. Redonner l'envie, le plaisir, la fierté de dire : nous sommes la France.**

Le président de la République doit aussi être celui qui **assume d'ouvrir certains débats qui traversent et parfois fracturent notre société.** Je pense notamment aux grands enjeux bioéthiques qui restent devant nous, autour notamment de la question de la PMA, mais aussi aux débats profonds qui demeurent autour du droit à mourir dans la dignité. Je ne chercherai pas à éviter ces sujets car notre société, si elle accepte l'éthique de la discussion et de la responsabilité, peut sortir grandie de ces échanges. Le président de la République a dans ces moments-là un rôle essentiel à jouer : celui de garantir que les débats n'abîment pas l'unité de la Nation ; celui de prendre sa

part à la construction d'un consensus difficile. Dans ces grands débats de société, il ne peut y avoir de vainqueur ou de vaincus, de rancœur ou de volonté de revanche. Chacun doit être convaincu qu'il a été entendu et respecté même si au terme du débat c'est à la représentation nationale qu'il appartiendra de fixer la règle démocratique qui s'imposera à tous. Elle pourra s'appuyer sur de nouvelles manières d'associer les citoyens, à l'image des conférences de consensus que nous avons organisées pour préparer certaines lois depuis cinq ans.

Le président n'a pas vocation à gouverner seul et à tout décider seul. Chacun des pouvoirs et autorités constitutionnelles doivent s'exercer dans la plénitude de leurs prérogatives. C'est pourquoi nous avons veillé et continuerons à consolider l'indépendance de l'autorité judiciaire. C'est pourquoi également il faut que le Parlement puisse légiférer souverainement et efficacement.

Rénover nos institutions pour insuffler une renaissance démocratique

La force de la France, c'est dans sa cohésion qu'elle la puise. Elle repose sur des valeurs – égalité, solidarité, responsabilité, exemplarité... – que nos institutions doivent pleinement incarner.

Je récusé les thèses populistes qui voudraient qu'un simple « coup de balai » puisse résoudre les problèmes de la France. Je récusé l'idée d'un prétendu « complot des élites ». Je récusé l'idée que les corps intermédiaires (associations, syndicats...) puissent être écartés, considérés simplement comme des entraves à un changement nécessaire, alors qu'ils sont des appuis indispensables pour construire ce changement.

Je récusé aussi ceux qui expliquent que nous aurions trop de fonctionnaires, qu'il faudrait en supprimer 500 000, comme si nous avions 500 000 emplois en trop. La réalité est tout autre. La France compte 126 personnes travaillant dans le secteur non marchand pour 1000, dont 37 sont fonctionnaires de l'État et 18 sont fonctionnaires hospitaliers. C'est 186 en Norvège. Il faut fermement s'opposer à ce dogme de la réduction des services

publics. Suivre ce dogme, ce serait aussi revoir en profondeur les frontières que nous établissons entre secteur public et secteur privé. L'exemple du secteur de la santé américain, largement privé mais coûteux et inégalitaire, doit nous inviter à rejeter cette voie.

La véritable question n'est donc pas le poids de la fonction publique, mais bien le service qu'elle rend à nos concitoyens. Et c'est sur cet aspect que je porterai tous mes efforts. Nous devons, avec ces agents, renouveler les services dont nos concitoyens et notre économie ont besoin dans le monde de demain. Parlons plutôt de réallocation des moyens humains et d'innovation constante au service de la Nation. Les agents publics seront encouragés à innover dans leurs pratiques et à être plus autonomes dans leurs métiers.

Mais je suis lucide, j'ai vu de près les blocages, la défiance, les dysfonctionnements qui peuvent exister au sommet de l'État. Je sais qu'on ne peut pas réformer la France, entraîner toute la Nation sur un chemin qui demandera des efforts et de la constance, sans que ceux qui la dirigent et qui la servent donnent l'exemple. Je sais que la crise de défiance dont souffre notre démocratie naît aussi d'une crise de la loi : une loi dont on a le sentiment qu'elle est mal fabriquée, associe trop peu nos concitoyens, et est parfois mal appliquée - ce sentiment du « deux poids, deux mesures » qu'ont tant de nos concitoyens. Nous devons donc rénover notre manière de faire la loi – grâce, notamment, à une révision de la procédure parlementaire, pour pouvoir légiférer plus vite – et de l'appliquer. Tenir compte également de l'envie de participer, ce nouvel élan démocratique qui traverse notre société. Dans une certaine mesure, nous devons ainsi donner aux citoyens davantage prise sur ceux qui les dirigent.

Pour un Parlement du non-cumul

Nous avons engagé un travail ambitieux de rénovation de nos institutions avec le non-cumul des mandats, ou encore la transparence sur les patrimoines et les intérêts privés des élus.

Afin de permettre au plus grand nombre d'exercer des

responsabilités politiques, il faudra aller plus loin en imposant un **non-cumul dans le temps** (trois mandats consécutifs maximum). Et pour mieux partager le pouvoir, en plus du non-cumul des mandats, il faut également **limiter le cumul de fonctions**, en interdisant l'exercice de plus de deux mandats ou fonctions concomitamment. La montée en charge des communautés d'agglomérations et des métropoles exige en effet des responsables d'exécutif plus de temps, afin de leur permettre d'exercer pleinement ces importantes responsabilités. Lorsque des citoyens placent une partie de leur destin entre les mains d'un maire, d'un député, d'un président de région, de département ou d'agglomération, ces derniers ont le devoir de leur donner en retour toute leur énergie et leur attention.

Nous devons également **diminuer le nombre de parlementaires**, députés et sénateurs, mais leur donner plus de moyens pour **mieux exercer leurs fonctions essentielles de contrôle de l'exécutif et d'évaluation de la loi**.

En contrepartie, il faudra **améliorer l'accès aux fonctions électives et en faciliter l'exercice, en renforçant le statut des élus, notamment des élus locaux – dont on oublie trop souvent que beaucoup sont bénévoles et qu'ils ne comptent ni leur temps, ni les efforts qu'ils consacrent à faire progresser l'intérêt général**. Cela porte sur les traitements et indemnités, mais aussi sur une meilleure couverture sociale. Il s'agira d'ouvrir l'accès aux responsabilités politiques en facilitant l'engagement des personnes issues du privé, et en aidant les élus à se reconvertir lorsqu'ils cessent de servir la Nation.

Je souhaite responsabiliser tous les acteurs de la société. Que ceux qui veulent agir aient vraiment les moyens de leurs ambitions, mais que ceux qui se désolidarisent et se déresponsabilisent vis-à-vis du sort de leurs concitoyens soient davantage appelés à rendre des comptes. Cela vaut dans les entreprises, comme pour ceux qui servent l'intérêt général.

Je souhaite que les dirigeants personnellement responsables des gestions critiquées par la Cour des comptes soient systématiquement entendus par les commissions du Parlement compétentes et publiquement confrontés aux analyses de la Cour. Je souhaite également que la saisine de la Cour de discipline budgétaire et financière soit ouverte aux citoyens par leurs associations.

Mieux associer les citoyens aux décisions qui les concernent

Il est temps de compléter la démocratie représentative par l'intervention des citoyens dans le processus législatif. Entre gouverner par référendum ou par ordonnances comme le proposent certains, je crois qu'il y a une voie plus juste, plus raisonnable et plus efficace. Nous avons associé les citoyens, avec succès, pour la loi pour une République numérique. **Une fois rendus publics, les projets de loi (hors volet budgétaire des textes financiers et textes soumis à une urgence extrême) feront l'objet d'un temps de consultation du public avant la transmission officielle au Parlement.** Ce dernier bénéficiera ainsi à la fois de plus de temps pour agir et d'analyses venant au préalable de différents horizons de la société. Le temps législatif ainsi aménagé permettra de mieux fabriquer la loi pour mieux répondre aux besoins des Français. **Ces consultations auxquelles tout citoyen pourra répondre conduiront naturellement à la prise en compte, par le gouvernement ou les parlementaires, d'amendements citoyens. Ainsi discutée, la loi gagnera en sens, des compromis pourront être bâtis plus facilement, et le recours à l'article 49.3 de la Constitution ne se justifiera plus,** hormis dans le cas des textes budgétaires.

La République des territoires

Au cours du dernier quinquennat, nous avons **profondément simplifié, modernisé l'architecture de notre territoire.** Nous avons créé de nouvelles grandes régions ; donné à nos métropoles les moyens de se développer ; accompagné la montée en puissance des intercommunalités. Et nous avons renouvelé notre confiance aux départements, qui jouent notamment dans nos territoires ruraux un rôle social essentiel. Oui, depuis cinq ans, la France des territoires a changé.

Aujourd'hui, ce mouvement doit se poursuivre. Nous devons **inventer une nouvelle répartition des rôles entre l'État et les collectivités, afin de créer les politiques publiques de demain,** qui nous permettent d'avoir prise sur le cours des événements et répondant aux enjeux du réel.

Depuis 1982, l'État a sans cesse confié des responsabilités supplémentaires aux collectivités. C'est une traduction de la confiance dans les élus locaux. C'est aussi l'expression de cette idée simple : tout ne peut être décidé depuis Paris, la proximité permet parfois de résoudre les problèmes plus facilement.

Il faut aller plus loin mais dans un cadre clair, faire le pari de la proximité et de la confiance aux acteurs proches du terrain : l'État assure le régaliens et veille à l'égalité sur le territoire. Les collectivités territoriales doivent devenir des partenaires à part entière de l'État.

Je propose quatre axes majeurs : la contractualisation, la réforme de la fiscalité locale et la garantie de l'autonomie fiscale, la mise en œuvre d'un pouvoir réglementaire régional, et enfin un travail ambitieux de simplification.

La contractualisation est la première étape de la nouvelle donne territoriale. L'État doit désormais s'engager systématiquement à passer des accords avec les collectivités concernées par la mise en œuvre de politiques publiques partagées. Ces accords devront à l'avenir être discutés avant toute disposition législative ou réglementaire qui s'imposerait aux collectivités. La contractualisation permettra ainsi de se mettre d'accord sur les objectifs, et de déterminer les moyens financiers et humains mis en commun pour réussir.

La réforme de la fiscalité locale et la garantie de l'autonomie fiscale sont également une condition de ce partenariat refondé avec les collectivités. Leur demander d'agir, c'est d'abord veiller à ce qu'elles puissent anticiper l'évolution de leurs recettes. Une loi de finances spécifique (comme le PLFSS) sera mise en œuvre pour permettre chaque année un débat éclairé et spécifique sur la fiscalité locale. Il faut également avancer vers une simplification de la fiscalité locale, attendue depuis des décennies. Enfin, à l'instar de ce qui a été fait pour les régions avec la TVA, la relation financière État-collectivités sera revue.

Il faudra continuer à substituer aux dotations (subventions) des parts de fiscalité d'État existantes. L'enjeu est que les collectivités puissent bénéficier d'un « retour sur investisse-

ment » dans les domaines qui leur sont propres. À terme, il conviendra de leur redonner aussi un pouvoir de taux afin qu'elles prennent leurs responsabilités.

La mise en place d'un pouvoir règlementaire régional sera l'achèvement d'une véritable décentralisation. Ce pouvoir permettra aux collectivités d'adapter les politiques nationales aux attentes et exigences locales sans pour autant en dénaturer l'esprit. Aucune décision locale ne pourra être moins favorable que la loi. Cette évolution, essentielle, supposera que l'État soit en situation, partout et à chaque instant, de s'assurer du respect du principe d'égalité sur tout le territoire. Cette étape ne sera donc pas synonyme de « moins d'État » mais de « mieux d'État ». Plus les collectivités disposeront de pouvoir, plus elles devront accepter le contrôle et le respect des règles qui s'appliquent à tout le pays.

Enfin, l'effort de **simplification** que nous devons fournir repose sur deux éléments principaux. D'une part, le transfert de compétences complètes de l'État afin d'éviter les doublons. L'autre approche sera celle de la suppression de l'échelon départemental dans les plus grandes métropoles ainsi qu'en région Île-de France.

À l'appui de cette politique nouvelle, l'État devra s'assurer que ses services dans les territoires disposent des compétences et moyens suffisants pour jouer pleinement son rôle de garant, de régulateur et de stratège.

Cette attention, nous la devons à tous les territoires de la République. Je pense notamment à la Corse. Elle est une collectivité à statut particulier dans la République française. Par son insularité, son histoire, sa culture, sa langue, la Corse a sa spécificité. Son lien à la communauté nationale n'en est pas moins indissoluble. J'aime la Corse et les Corses. Depuis 2012, j'y suis allé souvent, pour contribuer à y rétablir la sécurité, pour signer un plan exceptionnel d'investissement, pour rencontrer tous les élus de l'île et répondre à leur souhait d'aller vers une collectivité unique, qui verra le jour le 1er janvier 2018.

F. BRISER LES CONSERVATISMES, OUVRIR L'ACCÈS AUX PLUS HAUTES SPHÈRES DE RESPONSABILITÉ

La question des « élites » est devenue incontournable. On la trouve au cœur de la crise de confiance vis-à-vis des politiques. Elle pèse fortement sur la fonction publique, où il existe une véritable cassure entre le « haut » et les autres. Elle est en partie responsable du rejet de tout effort collectif, fiscal ou social.

Il y a deux façons de l'aborder : en instrumentalisant le clivage peuple/élites, ou bien en ouvrant l'accès aux sommets. Permettre à tous d'espérer atteindre les plus hauts échelons, c'est l'espérance sur laquelle notre République s'est bâtie. Je veux déverrouiller l'accès aux élites plutôt que les « punir » : c'est la seule manière de réconcilier la société, de restaurer la promesse républicaine. Je veux que nous soyons à nouveau capables de fabriquer des élites politiques, sociales, administratives, économiques conscientes de leur devoir de solidarité, capables de restituer à la communauté nationale ce qu'elles en ont reçu, et aussi diverses que l'est la Nation.

Je veux laisser la société de l'envie et du ressentiment à d'autres. Les Français n'ont pas tant besoin de vengeance que d'espérance et de confiance en leurs dirigeants, qu'ils soient hauts fonctionnaires, grands patrons, responsables politiques...

Déverrouiller « l'accès à l'élite »

Les Français ont le sentiment que ce sont « toujours les mêmes » qui occupent le pouvoir, ils veulent des profils plus variés et plus responsables, que ceux qui travaillent dur et ont des résultats puissent gravir des échelons, quelles que soient leurs origines sociales. Dans le public comme dans le privé, il faut engager de nouvelles procédures de recrutement, de promotion, pour favoriser le mérite et l'émergence d'une citoyenneté responsable.

- Faire en sorte que, sans aucun coût pour l'État, ceux qui assurent un service civique ou participent à la réserve citoyenne puissent bénéficier de dispenses du niveau de diplôme pour passer des concours administratifs en lien avec leur engagement. Le sentiment qu'il n'y a plus de reconnaissance du mérite (ou de l'engagement désintéressé pour son pays) sape le contrat social.
- D'ores et déjà, il est possible au gouvernement de nommer des non-fonctionnaires sur des emplois de direction. Il faut faciliter le passage dans la haute fonction publique, par des recrutements sur contrat, pour des personnes qui ont un projet précis à porter dans tel ou tel champ de l'action publique. En suivant les mêmes principes de sélection que ceux appliqués pour recruter des hauts cadres du privé : sur la base d'un projet pensé pour le service que l'on prétend diriger et d'une compétence à démontrer. L'administration ne se régénèrera pas sans ouvrir les « filières » qui existent précisément grâce à la promesse de postes sans garanties d'aptitudes, sans refonder l'ENA, sans ouvrir davantage les carrières administratives aux diplômés des universités.

Faire respecter un principe de responsabilité intransigeant, rétablir une vraie culture du service public

Je crois au service public. **Je crois que servir l'État, l'hôpital public ou les collectivités n'est pas une activité comme une autre. Je ne suis pas fonctionnaire. Je n'ai pas fait ces grandes écoles qu'il est de bon ton, surtout quand on en est le pur produit, de critiquer. Mais je sais ce que les serviteurs de l'État apportent à la France.** Je sais à quel point, souvent sans bruit, la fonction publique, son organisation, sa manière de rendre les services, se transforme. Nous avons franchi des premières étapes indispensables mais nous n'avons pas encore saisi toutes les opportunités qu'offre le numérique, à la fois en matière de service aux usagers, sur tout le territoire, mais aussi pour l'intérêt même du travail des fonctionnaires. Dans le siècle d'incertitudes et d'opportunités qui s'ouvre, je sais donc que la fonction publique peut et doit évoluer. Elle y est prête, mais elle a besoin de reconnaissance et de

respect et de moyens adaptés.

Mais, et il faut avoir le courage de le reconnaître, la fonction publique est aujourd'hui trop distincte de la Nation. À Maignon, je me suis beaucoup engagé pour ouvrir les écoles du service public à des profils différents, pour avoir la lucidité de regarder les discriminations qui se jouent aussi dans le public, comme dans le privé. Non, le principe du concours ne préserve pas la fonction publique de toute critique. Il n'est plus la garantie absolue de la méritocratie républicaine. Il nous faut une prise de conscience sur ce point. Des évolutions, il en faut aussi pour reconnaître plus et mieux l'engagement et la valeur de chacun des agents. Tout le monde ne met pas autant de passion, d'énergie, d'engagement dans sa mission. On ne peut pas accepter que tout ceci ne compte pas, ou si peu, dans l'évaluation et les primes des agents. On peut craindre l'arbitraire? Oui, sans doute. Mais cette crainte ne doit pas nous empêcher de construire des solutions et de franchir une étape en ce domaine. Une fonction publique respectée suppose une fonction publique exemplaire.

Un certain nombre d'attitudes, de pratiques, et d'institutions sont devenues intolérables aux yeux de nos concitoyens, car elles incarnent une culture de « l'irresponsabilité » qui se serait installée au sommet de l'État. Les responsables publics ne doivent pas donner le sentiment de se protéger entre eux, mais savoir assumer quand ils ont objectivement failli. Comme les Français, qui ont le sentiment d'être au quotidien jugés responsables de leurs actes quand d'autres ne semblent rendre des comptes que très rarement.

- Tout fonctionnaire allant dans le privé devra démissionner au bout de cinq ans.
- Faciliter l'entrée dans la fonction publique des personnes ayant une expérience dans le privé.
- Lier l'évolution des carrières à la réussite ou à l'échec des fonctions passées, comme c'est d'ailleurs le cas partout. Cela suppose de généraliser des instruments de mesure des performances et de veiller à ce que les dirigeants assument leur responsabilité personnelle.
- Instaurer des obligations de formation permanente

pour tous les hauts fonctionnaires au fil de leur carrière afin de s'assurer que leurs compétences évoluent bien en fonction des missions qui leurs sont confiées.

- Approfondir la culture de la responsabilité dans les services publics en généralisant la notation par les usagers et en contrepartie valoriser davantage toutes les formes de service à la collectivité.
- Renforcer les bourses au mérite et l'allocation pour la diversité dans la fonction publique.

II. UNE FRANCE JUSTE: PERMETTRE À CHACUN DE REPRENDRE SA VIE EN MAIN

La reconnaissance du mérite, la considération de chacun, le droit à un avenir, à une protection pour tous : tels sont les principes que je veux porter pour les Français.

La lutte contre le chômage, la création des emplois de demain, la transformation de la société vers une République écologique qui réponde aux défis du XXI^e siècle, l'amélioration de notre protection sociale sont au fondement du projet que la gauche doit porter pour la France. C'est ainsi que nous permettrons à chacun d'être acteur de sa propre vie, d'agir, de construire, de créer. Non pas en nous isolant du monde ou en cherchant à résoudre les problèmes de demain avec les solutions d'hier.

Nous avons ici le devoir d'innover, de penser les nouvelles façons de travailler comme les nouvelles solidarités à mettre en place.

Mon action visera à permettre à chacun d'être acteur : c'est-à-dire ouvrir des choix, des droits et des libertés. Une démocratie vivante, qui permette de faire des choix clairs, exige la simplicité de son organisation et de ses règles.

Je suis fier de ce que nous avons accompli lors de ce quinquennat. Quand certains ont déjà tiré un trait sur la Sécurité sociale, nous avons réformé, transformé, amélioré notre système de protection. Nul ne pense qu'avec le vieillissement de la population, les nouvelles réalités du marché du travail, les transitions numériques, écologiques, notre modèle social puisse rester figé. Si nous ne le faisons pas évoluer avec la société, cette partie de notre identité mourra. Mais quand nos adversaires ultra-libéraux voient là une opportunité idéologique, je refuse de me résoudre à la fatalité. Il est possible de réformer pour conserver les fondamentaux - universalité, égalité,

solidarité - sans abaisser les protections. C'est ce que je souhaite faire.

Depuis cinq ans, nous avons posé les bases d'évolutions profondes, que je souhaite aujourd'hui amplifier. J'ai eu l'occasion d'engager le débat ces derniers mois. Non pas pour verrouiller des propositions, mais pour tracer un chemin vers la Sécurité sociale d'un monde nouveau, affirmer face à la droite que la modernité n'est pas forcément synonyme de « chacun pour soi ». J'ai engagé la réforme des minima sociaux dans cet objectif. Certaines réformes ont besoin de temps, nécessitent des travaux techniques dont je ne mésestime pas la complexité. Je souhaite aujourd'hui tracer une voie, proposer une Sécurité sociale confortée, à la fois fidèle aux principes du Conseil National de la Résistance et adaptée à notre économie moderne.

Mais la première étape pour assurer la pérennité de notre modèle social - certains, à gauche, l'ont trop souvent oublié -, c'est le renforcement de notre économie. Nous devons créer de la richesse pour pouvoir protéger, soigner, accompagner chacun dans les moments difficiles. De ce point de vue, j'assume le soutien que nous avons apporté à nos entreprises pendant cinq ans. Je l'assume. Je vais engager une nouvelle étape pour mieux permettre à notre économie de se battre à armes égales dans une mondialisation impitoyable.

A. INNOVER, ENTREPRENDRE, CRÉER DES EMPLOIS, PRÉPARER L'ÉCONOMIE DE DEMAIN

L'économie est sans cesse en mouvement. Contrairement à la droite, je ne considère pas que la dérégulation et l'abandon des protections sociales soient un projet acceptable ni efficace. Je ne crois pas non plus à la fin du travail. Ce n'est économiquement pas souhaitable. C'est mésestimer le rôle social et sociétal du travail. Je suis pour une société du travail qui produit de la dignité et de l'estime de soi. En revanche je souhaite anticiper les évolutions des modes de travail, de l'emploi et adapter notre modèle social et notre économie en conséquence.

Créer de l'emploi impose d'avoir une vision claire de l'avenir, de penser le rôle de l'État en stratège, de mettre la prospective en avant dans l'État comme dans les entreprises. Nous devons anticiper constamment, nous demander ce que sera l'économie dans dix ans, vingt ans, quelles seront les nouvelles technologies... ce qui implique d'inventer, d'innover sans cesse.

Répondre à l'urgence climatique

L'un des premiers défis pour notre économie, pour notre société tout entière, est environnemental. Nous le savons, tout se jouera dans les cinq à dix ans qui viennent. Les dernières études scientifiques montrent que l'on a sous-estimé la rapidité du réchauffement climatique, qui semble rejoindre les courbes les plus pessimistes du GIEC, tout comme l'ampleur de ses conséquences. Par exemple, la débâcle des glaces polaires, notamment au Groenland, entraîne une hausse du niveau des mers. De même, le rythme d'extinction des espèces naturelles, protégées ou non, semble bien être mille fois plus rapide que tout ce que l'on a connu au travers des temps géologiques. Cela est vrai même dans l'hexagone où l'artificialisation des terres efface de la carte des espaces naturels et agricoles, équivalents à un département tous les dix ans.

Nous ne pouvons donc plus penser l'économie en dehors de toute considération environnementale. L'État -

comme l'Europe - devra prioritairement tourner ses efforts d'accompagnement de l'innovation vers les domaines susceptibles de répondre aux défis environnementaux. **Les soutiens publics à l'économie seront donc prioritairement tournés vers les technologies bas carbone, vers la nouvelle économie verte, l'économie circulaire.**

Afin de mieux anticiper et coordonner les actions publiques nécessaires, **je réunirai les ministères de l'écologie, de l'industrie et de l'énergie dans un même ministère afin de coordonner les efforts de la France dans ce domaine.** La feuille de route, dans le prolongement de la loi ambitieuse que nous avons portée sur la transition énergétique et de la COP21, pourra être définie lors d'une Grande conférence environnementale **dès l'automne 2017.** Tous les acteurs de la société civile doivent pouvoir se mobiliser pour définir une stratégie visant à produire, se déplacer, consommer et vivre autrement.

Nous devons prendre conscience que l'ère de l'anthropocène nous oblige à plus de radicalité dans les ruptures, en prenant soin de créer les emplois qui se substitueront à ceux perdus dans les industries destinées à être remplacées. **Tous les salariés de ces industries seront formés à ces mutations. Pour ce faire, nous mettrons en place, à l'instar de ce qu'a proposé Nicolas Hulot, un comité des partenaires sociaux et des acteurs économiques pour planifier la transition écologique et les transitions professionnelles qui l'accompagnent.**

Dans son rôle de stratège, **l'État accompagnera prioritairement les projets de création d'entreprise conduisant à la transformation écologique de notre économie vers une économie circulaire, que ce soit dans le domaine énergétique** pour favoriser notre souveraineté énergétique (éolien, marin, agricole ou forestier...), ou dans les autres domaines qui peuvent engager la France vers l'excellence environnementale et sociale (bâtiment, numérique, automobile, textile...).

L'énergie est le premier poste des importations françaises. L'indépendance économique et politique de la France s'en trouve diminuée. Aujourd'hui, près des 2/3 de l'énergie consommée en France est de l'énergie fossile, importée à 98% pour le pétrole et 99% pour le gaz. La compétitivité dans le monde économique à venir tient à la capacité de faire des économies d'énergies

mais aussi de développer une indépendance énergétique. Cette indépendance part de l'action de chacun d'entre nous, des entreprises, qui peuvent produire une part significative de leurs besoins (solaire, éolien, méthanisation...), aux particuliers et aux communes.

Nous devons repenser totalement notre façon de consommer et de produire l'énergie afin de gagner en compétitivité et de réduire l'empreinte écologique. Sur cette question qui engage la santé des Français, nous devons aller jusqu'au bout, tout en prenant garde à ce que les plus modestes ne soient pas pénalisés.

Les économies d'énergie à attendre d'une **rénovation thermique des logements et bureaux existants** sont considérables (80% en moyenne). Or, le secteur du bâtiment représente à lui seul plus du quart des émissions de gaz à effet de serre françaises. Un programme d'urgence est donc nécessaire. Il s'agit de rénover un million de logements, bureaux et bâtiments publics par an. Ce programme sera financé par des prêts garantis par les économies réalisées.

De même, répondre à l'urgence climatique doit nous conduire à **agir fortement sur le secteur des transports**, qui pèse pour un tiers dans le bilan des émissions de gaz à effet de serre. Cela implique une reconversion industrielle profonde, que l'État devra accompagner. Beaucoup a déjà été fait depuis 2012 pour améliorer le réseau des bornes électriques destinées aux voitures sur notre territoire. Il faudra aller plus loin. L'incitation des consommateurs passera également par un rééquilibrage du système de bonus/malus existant et une accélération de la convergence de la fiscalité de l'essence et du diesel, que j'ai engagée, en tant que Premier ministre. Enfin, il faudra renforcer encore les incitations aux autorités organisatrices de transports afin de généraliser les transports en commun « propres ».

Enfin, la question du nucléaire est, trop souvent, prisonnière de débats idéologiques qui nous paralysent. Je souhaite que ce débat soit dépassionné et abordé dans une perspective de long terme, avec comme seule préoccupation notre indépendance énergétique et l'avenir de notre planète. Oui, le nucléaire a des avantages. Oui, il a aussi un coût. Il nous faut consolider un secteur nucléaire sécurisé, en fermant ou en prolongeant la vie

des centrales selon un calcul économique clair.

Nous devons donc **continuer à développer les énergies renouvelables, pour parvenir à un mix énergétique moderne et faire de la France un leader européen dans ce domaine**. Cela veut dire soutenir la recherche dans le stockage de l'électricité, ou encore généraliser la pose de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments publics.

Cette logique de sobriété et d'innovation, nous devons également l'étendre à la **politique de l'eau**. Là aussi, le gaspillage et la pollution doivent être combattus. Il s'agit d'abord de favoriser la réhabilitation des réseaux de distribution, dont la vétusté peut faire perdre jusqu'à un tiers de l'eau transportée. Il faudra également innover, par exemple en promouvant des méthodes d'irrigation plus économes ou en distinguant clairement les circuits d'eau obligatoirement potable des autres, nécessitant moins de traitements.

Agriculture, forêt : valoriser l'agro-écologie

Dans mes fonctions de Premier ministre, j'ai appris à mieux connaître le monde agricole et ses acteurs. J'ai été amené à engager la mobilisation de l'État pour apporter le soutien de la Nation dans des moments de crise, pour l'élevage, pour le secteur porcin, pour les céréaliers ou les aviculteurs. Aux côtés du ministre de l'agriculture, j'ai découvert des acteurs exigeants et totalement engagés qui ne veulent qu'une chose : que leur travail puisse leur permettre de vivre décemment. Au cours du prochain quinquennat, je veux continuer à appuyer la structuration des filières, seule manière de donner du pouvoir économique à nos agriculteurs. Je veux continuer d'avancer pour changer l'agriculture afin qu'elle réponde mieux aux défis alimentaires et environnementaux de l'humanité.

Je continuerai à nourrir un dialogue exigeant avec la Commission européenne pour que Bruxelles soit un acteur réactif et disponible pour l'agriculture française. Il faudra conduire des négociations sur la PAC 2020 que je veux plus régulatrice, transformée en une politique de l'alimentation de qualité tournée vers le double respect

des travailleurs du secteur agricole et des consommateurs.

Je continuerai, comme je l'ai fait, autant que nécessaire, à réunir toutes les parties prenantes : grande distribution, banques, organisations professionnelles, pour ne jamais laisser les agriculteurs seuls face à des difficultés structurelles, car je crois à la force et au dynamisme de notre agriculture. Elle est une chance formidable pour la France. J'engagerai une initiative européenne sur la question de la concurrence dans le secteur alimentaire pour ne pas laisser les producteurs en état de soumission constante aux acteurs de la distribution.

Notre agriculture a évidemment un rôle essentiel à jouer dans la transition de notre pays vers une économie plus durable, plus respectueuse du consommateur aussi. **La mise en avant de l'agro-écologie est donc un élément fondamental d'une reprise en main écologique de l'agriculture par les agriculteurs comme par les citoyens** contre les grands intérêts des multinationales de la chimie. Le ministère est aussi, évidemment, le ministère de l'alimentation. Il conduira une politique résolument en rupture avec le modèle de l'après-guerre (qui a ses réussites, mais aussi ses insuffisances) pour reconnaître toutes les agricultures et promouvoir un modèle répondant aux nouveaux impératifs de santé environnementale.

De même, le secteur de la forêt doit être mieux valorisé dans la transition énergétique. La France dispose de plus de 16 millions d'hectares de bois et forêts. Ce sont plus 3,5 millions de propriétaires forestiers, plus de 13 000 communes forestières qui sont les partenaires du développement d'une nouvelle économie bas carbone. Cette richesse de nos territoires ruraux capte 12% du CO₂ émis par la France, et la filière forêt bois qui emploie 440 000 personnes est au fondement du développement de la nouvelle bioéconomie qui assurera la transformation écologique de notre industrie. Je m'engage à accentuer les efforts faits depuis cinq ans pour cette filière.

Faire du numérique une chance pour la France

La révolution numérique et les imprimantes 3D portent déjà les germes d'une transformation de l'économie de la distribution. Il est possible d'imaginer que les fab lab remplaceront des usines que l'on a délocalisées pour rapprocher la fabrication des outils des consommateurs et entrer dans une ère de l'individualisation d'une part importante des produits consommés (ameublement, vêtements...).

L'État doit permettre à notre économie de saisir toutes les opportunités de la révolution numérique, pour, là encore, ni subir, ni rester en retrait de cette évolution aussi vertigineuse que structurante.

Au-delà des questions de régulation, l'État doit donc apprivoiser les logiques du numérique et développer une vision stratégique afin d'influer, de façon concrète et pragmatique, sur les évolutions en cours. En agissant sur les « marchés bifaces » qu'a décrits Jean Tirole et dont ces acteurs savent si bien jouer : par exemple en facilitant le recrutement de chauffeurs français par les plateformes offrant des engagements de loyauté et les meilleures conditions de travail plutôt que simplement les prix les plus attractifs, l'État pourra jouer son rôle.

J'avais également demandé au Conseil national du Numérique de travailler à la transition numérique de nos TPE-PME : l'écart observé par rapport à plusieurs voisins européens est inquiétant. C'est pourquoi je souhaite que chaque TPE-PME puisse bénéficier à la fois d'un accompagnement conseil et d'un appui financier pour opérer sa propre modernisation numérique, que cela se traduise par de nouveaux systèmes d'information, par le développement d'un site Internet ou d'une véritable stratégie d'export par le web ouvrant de nouvelles parts de marché. Car la révolution numérique, ce n'est pas que la création d'entreprises nouvelles : c'est une transformation systémique pour toute notre économie, et toutes ses entreprises, y compris les plus anciennes et traditionnelles.

Le combat pour la compétitivité industrielle

Transition écologique, révolution numérique : ces bouleversements sont une opportunité unique, mais ils mettent aussi au défi toute notre construction collective.

Et je veux le dire aussi avec force : je ne me résous pas à voir deux mondes qui s'ignorent et s'éloignent. Celui qui serait inscrit dans la mondialisation, dans les grandes métropoles reliées à la planète entière dans des secteurs économiques de pointe. Et celui des territoires périurbains ou ruraux, qui serait condamné à s'éteindre, à ne vivre que de la solidarité nationale.

Je me battraï pour que ces mondes s'irriguent, s'entre-mêlent, se nourrissent. Il y a partout en France trop de talents et de force, de beauté, de patrimoine, de culture, pour ne pas savoir saisir toutes les opportunités qui nous sont offertes.

Dix années de droite au pouvoir avaient conduit à une chute de 25% des parts de marché de nos entreprises à l'exportation, et à des marges au plus bas (en baisse de 10% rapport à 2007). Il était donc indispensable d'agir d'abord sur le coût du travail pour rétablir la compétitivité.

C'est ce que nous avons fait avec le CICE et le Pacte de responsabilité qui représentent un effort de plus de 40 milliards d'euros consenti par la Nation pour ses entreprises. Cet effort considérable porte ses fruits. Pour que l'argent de nos concitoyens ne serve pas à distribuer des dividendes au lieu de servir l'investissement et la création d'emplois, nous avons par ailleurs surtaxé la distribution de dividendes par les grandes entreprises.

Le coût du travail dans l'industrie française est désormais inférieur à celui de l'Allemagne. Le chômage a commencé à baisser : 133 500 demandeurs d'emploi en moins depuis le 1^{er} janvier 2016. Nos entreprises ont recommencé à créer des emplois : 240 000 emplois supplémentaires ont été enregistrés dans le secteur marchand au cours des 18 derniers mois.

Cette politique doit être confortée notamment par une garantie de stabilité fiscale et sociale. **Désormais, les**

moyens de production doivent être préservés de toute nouvelle taxation. Car les acteurs économiques ont principalement besoin de deux choses : de la compétitivité-prix, rétablie par la politique conduite au cours du quinquennat, et de la stabilité, car nous modifions beaucoup trop souvent nos réglementations.

Pour garantir cette stabilité, notamment en matière fiscale, **je souhaite que le Parlement définisse, une fois pour toutes, en début de quinquennat, les orientations générales des politiques fiscales qui seront conduites dans certains domaines structurants pour les acteurs économiques, dont la fiscalité de l'épargne, celle du logement, celle des bénéficiaires et celle de l'énergie.** Seules les réformes prévues et annoncées dans ce cadre seront ensuite mises en œuvre. Cette visibilité des règles donnera aux investisseurs, particuliers et entreprises, la confiance dont ils ont besoin pour conduire sereinement leurs opérations.

La puissance publique a comme rôle primordial de définir quel environnement économique et social elle compte créer pour ses entreprises, mais elle ne fera pas le travail de développement à leur place. C'est à elles d'assurer leur compétitivité hors-coûts, notamment en développant leurs capacités d'innovation, la qualité, et les services associés. C'est en faisant le pari des services et de la qualité que nous créerons les emplois, notamment industriels, de demain.

C'est grâce à des politiques industrielles de filière, visant à favoriser l'innovation et la recherche dans des productions d'avenir, que notre économie se développera. Cela nécessitera un soutien puissant à la recherche privée. Le crédit d'impôt recherche a déjà été amélioré. Nous avons également créé le crédit d'impôt innovation pour les PME. **Je souhaite que le recours à ces dispositifs soit simplifié et que les entreprises puissent faire appel à des certificateurs agréés pour l'éligibilité des projets.**

Cette politique passe aussi et d'abord par un soutien résolu à une **recherche publique d'excellence, à travers la politique budgétaire et le Programme d'investissements d'avenir.** On ne peut réussir sur ces questions sans engager avec l'ensemble des acteurs impliqués (entreprises, universités, représentants des salariés...) un travail filière par filière. Le gouvernement doit **encourager cette**

mobilisation collective et le développement des relations entre la recherche publique et la recherche privée, notamment par le renforcement des outils de transfert de technologie.

L'État au service de l'innovation

Les PME et TPE font la force de notre pays. L'État doit jouer un rôle moteur, en mobilisant les acteurs, en facilitant l'accès au crédit des entreprises innovantes. C'est ce que nous avons fait par la création de la BPI, en accompagnant le développement des TPE et des PME, ou encore par la réorientation de l'épargne financière des ménages vers l'économie réelle et la création du PEA-PME.

Pour amplifier cette dynamique, **les politiques d'achat public de l'État et de l'ensemble des collectivités publiques doivent également servir de leviers de développement pour ces entreprises.** Cela suppose de leur réserver une part significative de la commande publique, comme le font nombre de nos concurrents. Je porterai donc l'idée d'un **European Buy Act**.

Je renforcerai également l'obligation de diviser chaque marché public en lots accessibles aux PME. Je veillerai aussi **attentivement au respect des délais de paiement et sanctionnerai effectivement les manquements** qui pénalisent particulièrement les petites entreprises dont la trésorerie est la plus fragile.

La commande publique est un levier considérable de la transformation de notre économie. Elle devra désormais prendre le tournant de l'investissement écologique (bâtiments, etc.). **L'investissement dans la recherche de transports propres sera accéléré.** Cette commande publique peut permettre la relance de l'emploi par des grands travaux. Là encore, l'État devra agir avec les collectivités, pour répondre aux besoins locaux et créer de l'emploi local. **L'enveloppe d'un milliard d'euros dédiée aux investissements locaux sera doublée.**

L'État doit aussi être un acteur agile qui s'appuie sur sa **mobilisation en termes de recherche fondamentale, pour nourrir des projets de développement industriel.**

L'excellence de notre recherche en sciences du vivant ou dans les nanotechnologies doit plus et mieux nourrir la croissance de l'activité économique en ce domaine. C'est un champ dans lequel le dialogue entre acteurs publics et privés est fructueux, mais il est aussi, au regard des enjeux sociétaux de ces domaines, indispensable.

L'État doit enfin encourager la création d'entreprise, libérer les énergies de tous ceux qui veulent créer, innover, prendre des risques. **Tous ceux qui souhaitent créer leur activité doivent pouvoir être accompagnés et obtenir un accès plus facile au crédit. C'est un vrai droit à la création d'entreprise que je compte instituer.** À cette fin, il faut également, en refondant profondément le dispositif Nacre, donner à tout créateur le droit à un prêt significatif de l'État à taux zéro, sans remboursement pendant les premières années.

Notre **économie doit également pleinement saisir l'opportunité de la révolution numérique.** Cette dernière, loin de se cantonner à un secteur, infuse et bouleverse l'ensemble des pans de notre économie. Dans notre manière de consommer – avec l'économie collaborative –, dans notre manière de travailler – avec le développement du travail à distance –, mais aussi avec des techniques de co-développement d'entreprises se revendiquant « horizontales », le numérique induit des changements aussi profonds qu'irréversibles. Nous observons partout l'essor de pépites, de talents, et la France peut se prévaloir d'un remarquable dynamisme en matière de création de start-up ; la « French Tech » en est une bonne illustration et les incubateurs qui fourmillent disent bien que quelque chose est à l'œuvre, avec une nouvelle manière de créer de la richesse, des travailleurs de plus en plus indépendants et conjuguant souvent plusieurs activités. Depuis un an, Paris est au deuxième rang en Europe des investissements dans les start-up, devançant Berlin.

Il nous reste une étape à franchir, celle qui verra des start-up françaises devenir des géants à l'échelle mondiale. Comme dans beaucoup de domaines, notre priorité doit être de retenir nos talents, de donner à tous envie de réussir en France et d'aider nos pépites à grandir. Trop de nos entreprises les plus prometteuses ont périclité (Dailymotion, Viadeo) ou ont été rachetées (Withings dans les objets connectés, Aldebaran dans la robotique) faute d'avoir su franchir ce cap. Je souhaite que dans dix ans

un quart du CAC 40 soit composé de start-up ayant réussi. Pour y parvenir, je demanderai à la Banque publique d'investissement de faire du passage à l'échelle de nos start-up une priorité stratégique. L'investissement public ne pourra, évidemment, suffire. Mais il peut représenter un levier puissant pour renforcer les fonds de capital-risque français. C'est ainsi que nous ferons de Paris une capitale européenne incontournable du numérique, au même rang que Londres.

Quelle protection sociale pour tous ces entrepreneurs ou indépendants ? Quel cadre offert par le droit du travail, construit sur un modèle de salariat et de verticalité ? Comment l'État peut-il garantir, à l'heure de l'explosion des plateformes numériques telles que Amazon, Uber, Airbnb ou BlaBlaCar, que le chiffre d'affaires produit sur le sol français sera bien taxé au même titre que celui dégagé par des acteurs économiques plus traditionnels et non délocalisables ? Comment l'État peut-il assurer cette équité de traitement fiscal, vitale pour préserver la capacité de financement de notre pacte social ?

Dans ce domaine, la réponse doit bien sûr être nationale. La loi pour une République numérique et la proposition de loi de Laurent Grandguillaume ont posé des premiers jalons face à l'importance des enjeux. **Mais la réponse complète ne peut être qu'européenne** dans la mesure où l'économie numérique ne connaît pas de frontières. Cela impose aussi à nos institutions européennes de repenser leurs modes de décision. À cet égard, **je souhaite que, par un mécanisme de coopération renforcée, la France s'allie avec plusieurs autres États membres volontaires pour définir un cadre à l'économie des plateformes, plus adapté que la directive e-commerce de 2000 (dont le principe de responsabilité limitée des hébergeurs est dévoyé par des acteurs dont le métier va bien au-delà de celui d'hébergeur), permettant à la fois de stopper l'évasion fiscale observée et de préserver notre souveraineté économique.**

B. UNE SOCIÉTÉ DU TRAVAIL : MIEUX RÉMUNÉRER ET VALORISER CEUX QUI TRAVAILLENT

Je crois au travail. Il permet de trouver sa place dans la société, d'être valorisé pour sa contribution au destin collectif.

Redonner du pouvoir d'achat

Revaloriser le travail, c'est d'abord mieux le rémunérer, donner des marges de manœuvre aux travailleurs qui se sentent souvent étranglés dès le milieu du mois.

C'est pour cela que j'avais souhaité un allègement des cotisations salariales au niveau du SMIC pour augmenter les salaires nets. Le Conseil constitutionnel ne l'a pas jugé possible, non plus que la dégressivité de la CSG pour les revenus d'activité modestes.

Nous avons donc créé **la prime d'activité** qui rencontre un très large succès. Nous devons la **rendre plus incitative en revalorisant son montant**, en particulier pour soutenir les couples qui travaillent à deux et ceux qui doivent recourir à des heures supplémentaires pour améliorer leurs fins de mois.

Il faut également redonner du pouvoir d'achat à tous les travailleurs par la **défiscalisation des heures supplémentaires**. Commandée par la nécessité budgétaire, la suppression de cette mesure en 2012 correspondait à un engagement de la gauche en accord avec les syndicats. Elle a été incomprise par les salariés qui ont pu être lésés. Ils y ont vu le symbole d'une dévalorisation des efforts qu'ils fournissaient. Je ne veux pas que la gauche donne le sentiment de méconnaître les efforts et les difficultés de ceux qui se donnent du mal.

Je veux récompenser la prise de risque et l'effort, remettre le mérite en avant. Cela commence par une rémunération concrète.

Je veux agir pour **encourager l'évolution des carrières**

dans l'entreprise. Et partout **faire tomber les plafonds de verre** : dans les grandes écoles, les entreprises, la fonction publique. Pour ceux qui veulent tenter leur chance ailleurs, **créer un droit à l'essai** en ouvrant droit à un minimum garanti, pour leur permettre de se mettre en congés afin de créer leur propre entreprise.

Valoriser le travail, c'est aussi affirmer que personne ne doit avoir travaillé toute sa vie, élevé ses enfants, donné de son temps à la société pour se retrouver, une fois retraité, dans l'isolement et l'exclusion sociale. Nos aînés ont le droit à la dignité et à la reconnaissance. Nous avons agi pour les veuves d'agriculteurs et continuerons de le faire. Les retraités sont des actifs de la citoyenneté et du lien social, ils jouent un rôle majeur dans la transmission. Leur reconnaître un rôle dans la société, c'est d'abord leur assurer les moyens de vivre dignement : **nous nous attacherons à revaloriser autant que possible les petites retraites. La retraite minimale de ceux qui ont assez cotisé pour avoir une retraite à taux plein (« minimum contributif ») sera augmentée de 10%.**

Consolider notre démocratie sociale, pour de nouvelles protections

Il ne suffit pas de donner un emploi à chacun, de mieux le rémunérer, pour construire une société heureuse. L'entreprise est une communauté de destin. Il faut donc aussi que ce travail ait un sens, que les salariés soient impliqués dans les décisions, associés à l'organisation des entreprises. Le bien-être au travail est facteur de considération et la garantie d'une meilleure productivité. Il faudra donc lutter pour améliorer le sort de chacun dans l'entreprise, contre les méthodes de management dés-humanisantes et irrespectueuses des travailleurs. Refaire du travail un lieu d'émancipation et d'épanouissement, plutôt qu'un lieu d'aviilissement.

Les souffrances au travail sont destructrices. La loi doit pouvoir protéger la santé, en fixant des règles sur le temps de travail ou en compensant la pénibilité comme nous l'avons fait avec le « compte pénibilité ». La loi doit aussi permettre une juste réparation. Mais il nous faut agir également sur l'origine des souffrances et des dys-

fonctionnements. La performance économique doit aller de pair avec la performance sociale ; des travailleurs mieux reconnus, des emplois de qualité favorisent la productivité, la qualité du travail et la performance des entreprises. Investissement technologique et investissement humain se complètent et ne s'opposent pas. Les métiers changent avec une rapidité incroyable. La robotisation et les technologies de l'intelligence artificielle sont en plein essor. Nous avons besoin de plus de robots mais aussi d'amélioration des conditions de travail. Ces sujets ne peuvent se traiter « d'en haut ». Parfois, ils ne peuvent même se régler qu'au niveau du collectif de travail, par la négociation entre partenaires sociaux au plus près du terrain. Pour autant, il nous faut conserver un cadre et une impulsion nationale, consacrer les moyens nécessaires pour aider toutes les entreprises. Nous devons regrouper pour plus d'efficacité tous ceux qui aujourd'hui y contribuent souvent de manière éparse et pas assez coordonnée.

Pour allier performance économique et sociale, il faut également en appeler à la responsabilité des chefs d'entreprise. Si la quasi-totalité travaille dur pour faire croître leur activité et créer des emplois, le comportement d'une infime minorité qui s'arroge des rémunérations indécentes, même lorsque les performances ne sont pas au rendez-vous n'est plus tolérable. C'est contraire à ma conception d'une France juste. Nous avons donné plus de pouvoir aux salariés, en rendant obligatoire pour la première fois leur présence dans le conseil d'administration de tous les groupes de plus de 1000 salariés. Je souhaite que désormais, pour la rémunération des dirigeants, les votes du conseil d'administration ne puissent se faire qu'à une majorité des deux tiers, si les administrateurs salariés jugent les rémunérations proposées excessives.

Pour un dialogue social plus efficace, je poursuivrai la démarche engagée depuis 2012, afin de renforcer dans chaque domaine la place des accords de branche et d'entreprise, tout en maintenant un ordre public social protégé par la loi. Nous avons renforcé comme jamais la légitimité des accords collectifs et les moyens des représentants des salariés. Aussi, je souhaite aller plus loin et renforcer encore davantage les syndicats en **proposant aux partenaires sociaux la généralisation du chèque syndical.**

La démocratie sociale est le meilleur outil pour trouver les solutions innovantes aux défis actuels, tels que les nouvelles formes de travail. La subordination reste un fait majeur mais le travail change. Nous devons faire confiance aux partenaires sociaux pour adapter nos règles, notamment de protection des travailleurs, à la vitesse des changements du travail. J'ai confiance dans les syndicats. J'ai éprouvé leur engagement au cours des mois de discussion au début de 2016. J'ai noué avec eux une relation forte, parfois conflictuelle, toujours exigeante. Mais l'exigence est souvent le corollaire du respect.

La démocratie sociale n'est pas un luxe ou un héritage du passé. Elle doit se réaliser dans toutes les sphères de l'économie, même les plus neuves.

Je l'ai dit souvent, si je crois à démocratie sociale, c'est parce que je sais ce que doit la France à tous ses « corps intermédiaires ». C'est pour cela que j'ai porté le renforcement du rôle des syndicats dans les entreprises. C'est fort de cette conviction que nous avons ouvert le bénéfice du CICE aux associations. Je souhaite que le monde associatif puisse continuer à tenir son rôle. Il est en effet un acteur central de notre économie, il tient une place essentielle dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. Le monde associatif est aussi une composante essentielle de « l'esprit français » : s'engager, se mobiliser, inventer, sans contrôle direct de l'État. Je veux préserver et développer cette alchimie.

Dans une société en mutation, face à un univers mondialisé dans lequel nous évoluons, les métiers et les outils évoluent à toute vitesse. Les actifs qui entrent aujourd'hui sur le marché du travail changeront, au cours de leur vie, plusieurs fois de métiers. On estime que près de 50% des métiers actuels pourraient disparaître dans les vingt ou trente prochaines années. Ce grand bouleversement inquiète.

Notre responsabilité est de préparer l'émergence des métiers de demain et de fonder un monde plus juste.

Je souhaite reconnaître de nouveaux droits à ceux qui entreprennent. La gauche n'a pas à choisir entre les salariés et les entrepreneurs, à juger de celui qui aurait la vie la plus dure ou le plus de mérite. Elle a vocation à défendre tous les travailleurs, quel que soit leur statut. Ceux qui innovent, ceux qui créent des emplois, ceux qui prennent des risques doivent donc être encouragés et protégés.

Tous ceux qui souhaitent créer leur activité doivent pouvoir être accompagnés dans ce cadre et obtenir un accès plus facile au crédit. C'est un vrai droit à la création d'entreprise que je compte instituer. Depuis le 1^{er} janvier 2017, le CPA donne le droit à chacun d'être accompagné dans la création d'une entreprise. Je souhaite aller plus loin en donnant un accès facilité au crédit.

Nous devons aussi repenser la protection sociale des travailleurs indépendants. Celle-ci est plus faible que celle des salariés, parce que les travailleurs indépendants l'ont longtemps voulue ainsi et comptaient sur la constitution de leur patrimoine professionnel. Mais les travailleurs indépendants d'aujourd'hui sont souvent plus précaires, plus dépendants d'un donneur d'ordre. Les travailleurs des plateformes, que la loi travail a commencé à mieux protéger, en sont l'exemple le plus emblématique, mais il est loin d'être le seul.

Je propose donc de bâtir sur le quinquennat une protection sociale véritablement universelle qui comble l'écart avec les salariés partout où il existe (retraite, maternité, accidents du travail et chômage). Lorsqu'il y a dépendance économique par rapport au donneur d'ordre, celui-ci devra contribuer à cette protection.

Si ces évolutions portent des menaces, elles offrent également des opportunités que la France est capable de saisir. Chacun connaît la qualité de nos infrastructures, en matière de transports publics, en matière d'énergie et en matière de télécommunications. Cet atout doit être préservé par le maintien d'un haut niveau d'investissement dans nos réseaux. Mais, au-delà, la Nation éducative que je souhaite bâtir sera un avantage comparatif décisif dans la concurrence mondiale.

Je souhaite en particulier donner à chacun les moyens

d'évoluer, de changer de métier, d'adapter ses compétences en permanence. Faciliter la formation tout au long de la vie est aussi un puissant levier de promotion sociale. C'est ce que nous avons fait avec la Garantie Jeunes et avec le compte personnel d'activité. **Nous mettons en place un droit à la qualification et à la reconversion professionnelle pour chacun, clef de voûte d'une véritable sécurité sociale professionnelle.**

C. RENFORCER NOTRE MODÈLE SOCIAL ET DE SANTÉ: LA SOLIDARITÉ COMME FONDEMENT DE LA DIGNITÉ

Le revenu décent : base d'une protection sociale refondée

Il n'y a pas de citoyen libre sans revenu suffisant, comme le disait le président Roosevelt. Il n'y a pas de dignité individuelle sans capacité à agir sur sa propre vie. C'est l'objectif du revenu décent pour tous que je souhaite mettre en place.

C'est la base que je propose pour un nouveau pacte social clair, responsabilisant, où droits et devoirs sont équilibrés et où chacun se sent soutenu et tiré vers le haut. **Issu de la fusion de minimas sociaux, ce revenu décent sera attribué, sous conditions de ressources, à toute personne âgée de plus de 18 ans et résidant régulièrement sur le territoire national.** Cet outil permettra aussi de remettre de l'ordre dans les outils de la solidarité nationale, de les rendre plus lisibles et équitables. C'est aussi une nécessité pour que chacun accepte d'y contribuer.

Ce nouveau droit sera financé et mis en œuvre par la branche famille de la Sécurité sociale. L'accès devra être aussi simple et légitime que de bénéficier d'allocations familiales lorsqu'on a des enfants ou du remboursement

de ses soins lorsqu'on est malade.

Pour lutter contre la hantise de l'insécurité économique et sociale, nous devons aussi redonner une capacité de choix. Les changements de métier, subis ou choisis, devront être aidés et n'être plus vécus comme des drames. Pour ce faire, nous reconstruirons notre système social et notre système de formation, son organisation, son financement autour de l'obligation de résultat. **C'est à une protection universelle et continue face aux parcours professionnels et personnels heurtés** que nous devons aboutir. Un droit à l'audace et à l'échec doit être reconnu.

Je propose de refonder notre système de protection sociale avec l'objectif que chacun soit aidé, que personne ne soit lésé, mais que toujours le travail paie, que la redistribution soit plus juste et que les nouvelles formes d'activité soient reconnues.

Une protection sociale moderne doit respecter trois principes simples : elle doit être universelle et plus équitable ; elle doit être continue, insensible aux changements de statut ; elle doit permettre à chacun, sur tout le territoire, de se saisir de ses droits.

Une protection sociale universelle et plus équitable

Il s'agit d'abord de combattre la stigmatisation et désarmer les ressentiments ou les soupçons. Cela suppose d'abord une protection universelle contre la précarité et la pauvreté, avec **le revenu décent pour tous et la création d'une branche « famille et solidarités » de la Sécurité sociale.**

Une protection sociale universelle, c'est aussi une **sécurité sociale professionnelle visant à généraliser le droit à la formation** et à une meilleure maîtrise de chacun sur son temps. Nous devons garantir le droit de chacun d'accéder à la formation et construire, sur la base du CPA, une véritable sécurité sociale professionnelle. C'est redonner à chacun le pouvoir d'être acteur de sa vie professionnelle pour à tout moment évoluer dans l'emploi ou réussir une reconversion professionnelle. La loi travail a

ouvert une première étape, en particulier pour les jeunes et les travailleurs peu qualifiés. Il faut aller beaucoup plus loin. Je propose un principe simple : **toute personne qui a le besoin immédiat d'accéder à une qualification (jeune sans diplôme, chômeur qui doit se reconvertir) doit pouvoir le faire (400 ou 500 heures inscrites sur le CPA immédiatement)** ; toute personne n'entrant pas dans ces catégories doit pouvoir accéder à une nouvelle qualification une fois tous les dix ans, à commencer par les moins qualifiés (50 heures par an pour atteindre 500 heures). C'est le droit de changer de voie que nous devons concrétiser.

Le CPA doit aussi **donner à chacun du pouvoir sur son temps**. Dans notre pays, les conquêtes sociales portées par la gauche ont souvent été des conquêtes du temps libre : la journée de 8 heures, les congés payés, la réduction du temps de travail et les 35 heures. Je souhaite m'inscrire dans le fil de ces conquêtes sociales et donner aux Français plus de pouvoir sur leur temps.

La conquête sociale dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de pouvoir disposer de temps au moment où l'on en a besoin. Sur le CPA, **chacun pourra capitaliser une partie de ses droits à congés et les utiliser en cas d'événement personnel ou familial (s'occuper de ses enfants, d'un aîné, préparer sa retraite) ou pour consacrer du temps à un engagement citoyen**.

Enfin, nous devons pousser plus loin un débat essentiel, celui de la **dotation initiale des jeunes qui s'engagent dans la vie active**. C'est par le biais du CPA que nous offrons un capital formation à ceux qui en ont besoin. Je l'ai dit plus haut, je pense nécessaire de rendre beaucoup plus fluide les aides aux jeunes créateurs d'entreprise. Mais on sait parfaitement que ces mécanismes ne corrigeront pas ce qui constitue aujourd'hui le cœur des inégalités, à savoir les différences de patrimoine de départ. C'est un débat complexe. Il doit être concilié avec l'ensemble de nos priorités budgétaires. Il nécessite aussi un travail approfondi et surtout demande à identifier ce que pourrait être le contrat entre la société et celui ou celle qui bénéficierait d'une forme de dotation au moment de s'engager dans la vie. Il me semble indispensable d'identifier des contreparties. Mais les inégalités de patrimoine sont un tel facteur de distinction sociale, de découragement parfois, que je crois ce débat indis-

pensable dans notre société.

La refondation de notre système de protection sociale doit s'opérer autour du principe d'égalité, en tenant compte des évolutions démographiques et du besoin de justice. Nous avons hérité de régimes de Sécurité sociale distincts fondés sur des bases professionnelles. Leurs règles convergent progressivement, mais cette hétérogénéité persistante nourrit les soupçons et surtout elle complique les transitions professionnelles. Nous devons donc résolument poursuivre les convergences pour que tous les Français bénéficient de la même protection sociale de base.

Une protection sociale continue

Il s'agit de bâtir un système insensible aux changements de statut parce qu'attaché à chaque individu et non à son statut, offrant des sécurités réelles par-delà les transitions ou les ruptures professionnelles et personnelles, une sécurité adaptée à une société de la mobilité.

Afin d'**aligner la protection sociale des travailleurs indépendants sur celle des salariés**, je propose un principe simple : « Entre salariés et indépendants : à revenu égal, cotisations et protection sociale égales ».

Nous avons, au cours du quinquennat, commencé à **mettre en place un service public de la sécurité sociale insensible aux changements de statut**. Nous l'avons fait avec la Protection Universelle Maladie (PUMA) en matière d'assurance maladie. Le CPA en constitue le socle en matière de sécurité sociale professionnelle, mais il faut progressivement l'élargir. Demain, chacun devra pouvoir changer de métier, créer son entreprise, redevenir salarié sans se demander si sa carte vitale continuera à fonctionner, s'il continue à acquérir des droits à la retraite dans les mêmes conditions, s'il bénéficiera d'une garantie de revenu en cas d'arrêt maladie ou s'il conserve ses droits à la formation.

Les services publics, des instruments essentiels de la protection sociale

Au-delà des prestations, une protection sociale moderne doit s'incarner sur le terrain par des services publics et un accompagnement des personnes, pour leur permettre de se saisir de leurs droits.

Les services d'insertion sociale et professionnelle, les services d'accueil de la petite enfance sont une priorité. De même que nous avançons vers une société qui ne laisse plus aucune personne handicapée sans solution de prise en charge, aucune famille ne devra plus être sans solution de garde de ses jeunes enfants et aucun bénéficiaire d'un revenu minimum ne devra plus être privé de l'accompagnement social et professionnel indispensable pour rebondir. Priorité devra également être donnée à l'adaptation de notre société à la dépendance et au soutien aux aidants, notamment familiaux. Il nous faut pour cela investir dans des services publics solides et humains.

Ces services publics doivent s'inscrire dans une stratégie de développement social et économique des territoires. C'est dans les territoires les plus fragiles qu'il faut réinvestir dans ces services publics pour redonner ses chances à chacun. Il n'y a pas de développement social possible sans activité économique, mais pas de développement économique possible sans travailleurs formés et entrepreneurs. C'est à chaque territoire de construire son destin, sa stratégie de développement. Mais tous, et plus encore ceux qui aujourd'hui souffrent le plus, doivent pouvoir compter sur des services publics efficaces.

Un système de santé renforcé et un accent mis sur la santé environnementale

Permettre à chacun de ne pas être tributaire des risques de la vie, c'est aussi conforter notre système de santé pour le rendre plus protecteur, et prendre en compte les nouvelles réalités sociales et économiques – vieillissement de la population, désertification médicale, révolution numérique...

Contre les franchises, contre des soins moins bien pris en charge, contre la privatisation, pour un meilleur accès aux soins, je propose :

- de poursuivre et d'intensifier la lutte contre les déserts médicaux. Nous faisons face, dans de nombreux territoires, ruraux mais aussi urbains, à une pénurie de professionnels de santé. **Nous mettrons en place un grand plan de la médecine de proximité avec les soignants et les patients, et formerons plus de médecins, c'est-à-dire en revenant sur le numerus clausus** dans les études médicales.
- d'améliorer l'accès aux soins en **remboursant à 100%, c'est-à-dire sans ticket modérateur, un ensemble de soins de ville**. Il s'agit de renforcer et faciliter l'accès aux soins primaires, d'accompagner plus encore le virage ambulatoire et de limiter au maximum l'hôpital aux cas les plus complexes. Cette proposition vise à simplifier la charge administrative des acteurs de la santé et permettra de garantir leur indépendance vis-à-vis des complémentaires santé.
- d'en finir avec les dépassements d'honoraires en **secteur II conventionné**, en proposant une convergence tarifaire progressive vers **un tarif unique et opposable**, car la pratique des dépassements d'honoraires constitue une brèche dans notre système de solidarité : il nous faut résolument la combler.
- de porter encore plus loin l'évolution des métiers et des modes de rémunération pour répondre aux aspirations des professionnels. Ils aspirent à être mieux préparés pour faire face à l'évolution des besoins et aux évolutions nécessaires de notre système de santé. Ils souhaitent en être les moteurs et être davantage impliqués dans la réponse aux besoins de santé de leurs concitoyens. Les étudiants de toutes les filières de santé veulent pouvoir mieux maîtriser leur orientation. Cette aspiration générationnelle est légitime, mais doit être articulée avec les besoins du service public de la santé. La Grande conférence de la santé a permis d'engager la mise en œuvre concrète de ces évolutions très attendues, nécessaires, et je m'engage à poursuivre ce travail avec eux. Les modes de rémunérations devront aussi évoluer, en ville mais aussi à l'hôpital. Ce chantier est devant nous.

- **de faire de la qualité de vie au travail un des chantiers prioritaires de l'hôpital public pendant le prochain quinquennat.** Le secteur hospitalier public a été un acteur essentiel du redressement des comptes de la Sécurité sociale. Il nous faut aujourd'hui nous engager, pour les personnels, dont je n'ignore pas le malaise actuel, dans la prise en compte effective des enjeux quotidiens de santé, de sécurité et de bien-être au travail.

La prévention doit être un axe majeur de notre politique de santé – le budget qui y est consacré est insuffisant, au regard des économies qu'il génère à long terme. C'est le cas, en particulier, face aux risques liés à l'environnement, car sa préservation n'est pas seulement un défi lancé à notre modèle économique : il offre également des solutions pour construire une société du bien-être. Pollution urbaine (3^e cause de mortalité en France, qui coûte chaque année 1,7 milliard à la Sécurité sociale), pesticides, perturbateurs endocriniens sont devenus une préoccupation majeure de nos concitoyens. Je souhaite **faire de la santé environnementale une grande cause nationale et déployer les moyens nécessaires à une grande politique de santé publique.**

D. LE DROIT D'ÊTRE CONSIDÉRÉ ET D'AGIR PARTOUT OÙ L'ON VIT : L'ACCÈS AU LOGEMENT, LA LUTTE CONTRE LA FRACTURE TERRITORIALE

L'accès au logement, sur tout le territoire, un combat à poursuivre

Accéder à un logement, c'est se donner une chance de trouver sa place dans la société. En la matière, la rénovation urbaine est un enjeu majeur, auquel nous avons consacré des moyens nouveaux. Nous ne devons pas relâcher notre effort de création nette de logements.

La dynamique que nous avons enfin retrouvée doit être confortée et amplifiée.

L'année 2017 permettra d'atteindre des niveaux exceptionnels, tant pour la construction de logements privés que pour les logements sociaux. Depuis deux ans, les logements autorisés sont en constante augmentation. À la fin 2016, le chiffre s'établit à près de 500 000 logements, ce qui nous permet de renouer avec le niveau d'avant la crise de 2008. Il faudra préserver cette dynamique car le logement est à la fois un secteur essentiel pour notre économie et surtout une des premières attentes des Français. L'enjeu majeur du prochain quinquennat sera en outre de renforcer la rénovation. Il y a urgence à rattraper le retard que nous pouvons connaître dans ce domaine, notamment face aux enjeux environnementaux.

Les outils créés par la loi Égalité et Citoyenneté permettront en outre de consolider la mobilisation pour le logement. Mais les outils législatifs ne font pas tout : nous devons continuer à porter cette priorité avec détermination, y compris en imposant aux élus locaux la construction de logements sociaux sur leur territoire, dès lors qu'ils n'auront pas tenu les objectifs. On ne peut accepter que les égoïsmes de certains empêchent la mixité sociale et favorisent l'apartheid social et territorial que j'avais dénoncé.

Il faut aussi regarder ce qu'est le logement social aujourd'hui. Les organismes HLM sont des acteurs majeurs de l'innovation architecturale, de la transition énergétique et de l'économie verte. Le temps où logement social signifiait productivisme ou uniformité est derrière nous depuis longtemps. Nous renouvellerons un partenariat avec le mouvement de l'habitat social pour lui donner les moyens de mettre en œuvre cette priorité.

La lutte contre la fracture territoriale : un enjeu décisif pour notre cohésion nationale

Sous la pression de l'économie mondialisée et du phénomène de métropolisation, notre pays connaît une fracture territoriale croissante.

Cette France périphérique, dans sa diversité, souffre de **l'éloignement, de l'enclavement, de la désindustrialisation et du sentiment de retrait de l'administration et des services publics**. Elle a le sentiment d'être ignorée, abandonnée et se sent souvent méprisée.

Cette fracture territoriale est **un enjeu déterminant pour l'égalité, l'unité de la République, la démocratie, et pour lutter contre la montée des populismes**.

Nous sommes tous collectivement responsables, depuis vingt ans, de cette dérive de certains territoires. Les outils qui ont pendant un siècle assuré la convergence des provinces françaises, qui ont garanti à chacun, partout en France, la possibilité de bénéficier des mêmes droits et des mêmes opportunités, se sont enrayés.

Parce qu'elle met en cause notre unité nationale, parce qu'elle représente une injustice pour les habitants de ces régions, nous devons refaire de la cohérence de notre territoire une ambition nationale.

Chaque territoire de France doit être considéré. Il est porteur d'une partie de notre avenir, car la France – c'est ce qui fait sa force – est une et diverse. Une France juste, ce n'est pas une France uniforme, mais un pays où les services de base qui permettent de construire son avenir sont garantis à tous, où que l'on vive.

Aujourd'hui, il faut renverser cette fatalité pour **faire de ces territoires les fers de lance de la modernisation de notre pays** :

- **L'activité économique et industrielle doit être relocalisée.** Le développement économique de nos territoires passe notamment par le soutien ou la création d'**économies circulaires locales**. La question de l'émancipation énergétique des territoires sera au cœur des discussions avec les collectivités territoriales. Mais il faudra tirer parti de toutes les richesses locales pour créer cette économie circulaire du futur. Par exemple, l'économie de la filière forêt/bois est favorable à la transition vers une économie bas carbone, technologie de pointe qui en outre est située en zone rurale. Ici, il s'agit de reconstruire des filières bois. Ailleurs, des filières agroalimentaires innovantes. Ces programmes faits avec les profession-

nels sont un pas essentiel dans la construction d'une économie verte. Ils sont aussi la preuve que c'est de nos territoires que partira la transition écologique.

- **Sur le numérique**, il faudra, dans bien des domaines, conforter et amplifier les initiatives déjà lancées. La **fibre haut-débit** doit être installée dans les espaces stratégiques des territoires, pour permettre aux professionnels d'exercer leur activité.
- En matière de **lutte contre les zones blanches** , il faudra s'assurer qu'aucun Français ne soit coupé du monde, en travaillant avec les opérateurs au plus près de la réalité du terrain et en allant si nécessaire jusqu'à la mutualisation des réseaux de téléphonie dans les territoires isolés et la création d'opérateurs publics ou semi-publics discutée avec l'Europe pour des cas spécifiques.
- **Lutter contre les déserts médicaux est une priorité.**
- **Les pouvoirs publics doivent faire le pari de l'innovation sociale pour développer la cohésion des territoires.** L'État doit **soutenir ceux qui développent des services à la personne innovants, notamment numériques** , comme le covoiturage, la garde d'enfants ou les réseaux d'entraide entre voisins.
- **La mobilité de chacun doit être garantie.** Le développement et de modernisation des transports collectifs des petites et moyennes villes devront d'abord être assis sur les besoins des usagers quotidiens des transports. L'arrivée des solutions de mobilité les plus innovantes de l'économie numérique doit être encouragée et même développée par les acteurs publics.
- **La lutte contre la désertification commerciale des villes moyennes est également essentielle** : accompagnement fiscal de la réhabilitation des logements anciens, valorisation touristique du patrimoine, accompagnement des implantations décentralisées des universités...

Au-delà, nous devons développer **une grande ambition pour l'aménagement des territoires**. Il s'agit de les mettre en capacité de maîtriser leur devenir, en partant des atouts et des opportunités de chacun. Ici en construisant

une politique qui favorise le lien avec le littoral ; là en construisant un projet de développement industriel basé sur le fleuve ; là enfin en tirant tout le bénéfice d'une nature exceptionnelle à préserver. Partout en confortant l'insertion de nos territoires dans l'espace national.

C'est pourquoi je veux construire, avec chaque région, un projet de développement territorial.

Un objectif pour les Outre-mer : l'égalité réelle

Cette ambition pour nos territoires se traduira bien sûr dans les Outre-mer. Car tous les territoires de la République sont une chance pour la République.

Je connais ces territoires. Dans mes différentes fonctions, j'ai eu la chance de les parcourir. A Matignon, j'ai eu l'honneur de m'investir totalement, notamment pour la Nouvelle-Calédonie. C'est pourquoi je considère que l'on devra juger des résultats du prochain quinquennat en particulier sur l'évolution de la vie quotidienne de nos concitoyens ultra-marins.

Je veux **bâtir l'égalité réelle en impulsant des politiques innovantes**, dans le prolongement de ce que nous avons déjà entrepris. Je présenterai un programme détaillé pour les Outre-mer avec des propositions spécifiques pour chaque territoire. Car ces Outre-mer, c'est la France en grand, la France des trois océans, la République généreuse, protectrice, universelle et fraternelle.

Pour dynamiser l'emploi et les investissements, je mettrai en place **un Fonds d'intervention en faveur de l'égalité réelle doté d'un milliard d'euros sur cinq ans**. Il financera une politique d'investissements dans trois secteurs essentiels : l'éducation et la lutte contre l'illettrisme, la gestion de l'eau et la santé. Parallèlement, je soutiendrai les filières agricoles d'excellence ainsi que la pêche. Je simplifierai radicalement la défiscalisation pour soutenir les entreprises et en particulier les PME. Je défendrai les services publics et la surrémunération des fonctionnaires.

La diversité des Outre-mer est une richesse qu'il faut reconnaître, valoriser et amplifier. Je donnerai **davantage**

de pouvoirs aux collectivités et les associerai davantage dans la diplomatie de notre pays. Je poursuivrai la nomination issues de ces territoires à des postes de responsabilité et favoriserai le retour des originaires.

Je ferai des Outre-mer **des territoires pilotes en matière d'énergie renouvelable et d'économie circulaire**. Je continuerai la convergence des prestations sociales et revaloriserai les petites retraites. Une nouvelle politique de continuité territoriale, rénovée et innovante, conçue avec les territoires, sera mise en place.

CADRAGE BUDGÉTAIRE

Les grandes lignes du projet que je présente sont ambitieuses. Les mesures économiques et sociales ont un coût. Il faudra l'assumer et faire des choix. Je les porterai devant les Français, avec l'expérience du sérieux budgétaire qui nous a guidés depuis 2012. Il n'y a jamais de formules magiques, d'économies toutes faites, de recettes qui apparaîtraient miraculeusement. Mais à l'heure de présenter un projet, je peux m'appuyer sur la réalité de ce que nous avons fait. Nous avons préservé notre modèle social, redonné la priorité à l'école, financé le rétablissement des moyens de nos forces de sécurité, aidé les entreprises à retrouver des marges et à embaucher, tout en conduisant une baisse continue des déficits publics qui passeront sous la barre des 3% en 2017, alors qu'ils étaient de 5,1% en 2011. **Personne ne peut déceimment soutenir que nous aurions mené une politique d'austérité.**

La droite parle beaucoup mais agit peu en la matière, au contraire. Sa stratégie budgétaire n'a pas changé depuis trente ans : baisser les impôts pour les plus aisés, augmenter la dette – 600 milliards de plus sous les gouvernements de François Fillon – et augmenter en conséquence les impôts des classes moyennes tout en démantelant les services publics.

Face à ce projet, la responsabilité historique de la gauche est de préserver nos services publics et l'État, instruments de notre action collective et de la protection de nos concitoyens, de défendre le pouvoir d'achat des ménages modestes et des classes moyennes.

Pour cela, nous devons maîtriser la dette publique. La dette publique d'aujourd'hui, ce sont les impôts ou la mise en cause des services publics de demain. En outre, la maîtrise de notre dette publique est une exigence de souveraineté nationale, de crédibilité

internationale et d'indépendance dans nos choix futurs. Je ne veux pas d'une France appelée demain à négocier des plans d'austérité avec des créanciers internationaux.

Pour cela, il faut, dans le contexte économique qui est le nôtre, maintenir notre déficit public en deçà de 3%. En revanche, il n'est pas nécessaire et il serait même inopportun de chercher à le réduire à marche forcée pour revenir, dans le prochain quinquennat, à l'équilibre budgétaire. L'enjeu majeur aujourd'hui, ce n'est pas le déficit, c'est la croissance et l'emploi. Ce n'est pas en réduisant le déficit que nous aurons la croissance, c'est avec la croissance que nous réduisons le déficit. Nous devons le faire comprendre à nos partenaires européens, en utilisant toutes les flexibilités que nous offre le droit de l'Union, dès lors que nous respecterons l'objectif des 3% de déficit, et en rappelant la part prépondérante que prend la France dans la défense extérieure de l'Union.

C'est pourquoi je proposerai aux Français un projet reposant en matière de finances publiques sur quatre choix structurants :

- Financer de manière soutenable nos services publics et le progrès de notre modèle social, notamment avec la mise en place d'un revenu minimum décent pour tous, par une augmentation des dépenses publiques mais moins rapide que celle de la richesse nationale ;
- Poursuivre la baisse des prélèvements obligatoires au bénéfice des ménages, pour revaloriser le travail et accompagner le vieillissement de la société ;
- Incrire dans notre trajectoire de finances pu-

bliques une provision pour pouvoir faire face aux aléas sans avoir à augmenter les impôts ou à renoncer à des dépenses prioritaires, prudence qu'aucun programme présidentiel n'a jamais eu ;

- Veiller au meilleur emploi de l'argent public, qui est l'argent de tous les Français, et à l'égalité de tous devant l'impôt en luttant contre les gaspillages et contre les fraudes de toutes natures.

Sur la base d'une hypothèse de croissance annuelle de 1,9% (qui est également le chiffre retenu par le candidat de la droite), qu'une trajectoire de finances publiques raisonnable permet de rendre crédible, ces choix se traduiront par :

- Une évolution globale des dépenses publiques de l'ordre de 2,5% par an, permettant d'une part le financement d'un effort supplémentaire pour les priorités que sont la défense, la sécurité, la justice, l'éducation, la recherche et le financement d'un revenu décent pour tous ; d'autre part le maintien en valeur des autres dépenses publiques permettant de préserver le fonctionnement de nos services publics ;
- La poursuite de la baisse des prélèvements obligatoires ;
- La préservation d'une provision pour risques de quinze milliards d'euros sur le quinquennat ;
- Le maintien de notre déficit public sous les 3% et une maîtrise raisonnable de notre dette publique.

CONCLUSION

Dans la campagne électorale qui s'ouvre, plusieurs visions de la France vont s'affronter. C'est un débat essentiel sur l'idée que nous nous faisons de la place de la France dans le monde, sur le chemin que nous proposons aux Français pour construire leur avenir. Sur la manière dont on peut assurer à chaque Français la dignité à laquelle il a droit.

Les Français attendent mieux. Ils doutent profondément de notre capacité collective à retrouver prise sur notre destin. Ils rejettent les combats d'appareil, les postures. Ils s'inquiètent d'une possible régression collective. Ils se demandent comment la société française peut faire corps, résister à toutes les menaces et tous les bouleversements, sans se renier.

Après bientôt cinq années, les fondations sont consolidées, le redressement est engagé, notre unité nationale a été préservée. Mais un doute s'est immiscé sur le sens de notre aventure collective, sur la capacité de la France à prendre sa place dans le monde. Après le temps de la refondation, nous devons désormais hisser collectivement la France à la hauteur des enjeux du siècle qui s'ouvre : cela impose d'innover. Les circonstances l'exigent.

Ce débat engage l'avenir de la France, mais aussi la vie quotidienne des Français. De tous les Français, même ceux qui croient que de toute façon rien ne sera fait pour

eux. Je l'aborde avec gravité car, pour la première fois depuis 1945, le risque existe qu'un projet de régression sociale, tournant le dos à notre héritage commun, à ce qui a fait l'unité de la France, l'emporte.

Je crois que ce rendez-vous démocratique ne ressemblera à aucun autre. Dans le monde qui nous entoure, dans la situation politique qui est la nôtre, avec une extrême droite à l'affût, nous devons être à la hauteur. Cela s'impose comme jamais. Cela s'impose à la gauche. Cela s'impose à la France.

Ma conviction, c'est que nous devons aborder ce débat dans le respect de la souveraineté de la France et de notre héritage républicain, mais que nous avons une exigence collective : celle d'innover pour dépasser nos peurs et nos carcans, pour construire une voie de progrès social adapté aux nouveaux défis. Ce chemin existe.

Voilà mon ambition : redonner à la France et à chaque Français la possibilité de reprendre en main son destin. Cela commence dès à présent. J'appelle chacune et chacun à se saisir de ce projet, à participer aux débats. Et surtout, j'appelle chaque femme et homme de gauche, chaque progressiste, à se mobiliser pour les primaires citoyennes de la gauche, à ne pas se laisser déposséder de son choix. Rien n'est écrit.

#Valls ■
■ 2017

ManuelValls.fr

  manuelvalls